



L'ACTION FRANÇAISE

2
0
0
0

« Tout ce qui est national est nôtre »

3 € | N° 2765 | 63^e année | Du 19 février au 4 mars 2009 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net

TERRORISME INTELLECTUEL

Le moment est-il venu de rédiger un abécédaire des mots dont la sémantique historique choque les belles âmes du politiquement correct ? On connaît tous la nouvelle sémantique du mot *xénophobie* : celui qui préfère les siens aux étrangers ou qui veut préserver son identité face au métissage généralisé n'est pas francophile mais bien xénophobe car, selon la sophistique des "penseurs", celui qui préfère traiter avec ses compatriotes voue *a contrario* une haine bestiale à l'encontre de l'immigré ou, pour parler de manière conformiste : de celui qui ne fait pas partie de la communauté nationale.

Les exemples du genre sont légion mais l'actualité médiatico politique retient notre attention sur la sémantique du mot qui fait scandale à savoir le *cosmopolitisme*. Dans le *Petit Robert*, sa définition est éludée dans les termes suivants : du grec *kosmopolitês* qui veut dire "citoyen du monde" ; qui vit indifféremment dans tous les pays, s'accommode de tous. Qui comprend des personnes de tous les pays ; qui subit des influences de tous pays, c'est-à-dire opposé à national. Avec la jurisprudence Kouchner, le cosmopolitisme, terme usé dans les années trente par une frange de l'extrême droite pour dénoncer les dignitaires du régime corrompu de la III^e République, sera désormais qualifié comme étant une grave injure antisémite à l'encontre d'un juif qui prône le droit d'ingérence et l'humanitaire spectacle à but lucratif. Voilà ce dont écopera Pierre Péan pour avoir usé de ce mot dans son ouvrage *Le Monde selon K* dans lequel il critique les actions et la personnalité de l'actuel ministre des Affaires étrangères...

ANTOINE MELLIES

VOUS AVEZ DIT "RELANCE" ?

Une politique "familiale"

qui oublie l'enfant



PAGE 3

OUTRE-MER

Nos îles sous la tempête

Alors que l'Outre-mer s'embrase, tout laisserait à penser que l'équipe au pouvoir à Paris ne croit plus à son avenir français. Là est le vrai drame.

La Guadeloupe brûle... L'embrassement gagne déjà sa voisine atlantique la Martinique et plus loin, dans l'océan Indien, l'ancienne île-Bourbon, la Réunion. Ces trois joyaux, français depuis le règne de Louis XIV, M. Sarkozy n'en a rien à faire... Lui toujours si prompt à s'élaner sur-le-champ aux quatre coins du monde, même là où on ne l'attend pas, n'a quasiment pas bougé depuis plus d'un mois de grève générale en Guadeloupe. Tout juste apprend-on ce lundi 16 février qu'il recevra jeudi 19 les élus d'Outre-mer à l'Élysée !

Alors que sur le terrain, là-bas, l'anarchie s'installe et que les barrages routiers paralysent

toute la vie quotidienne, obligeant les écoles à fermer et mettant en grand péril l'industrie du tourisme si précieuse dans de si beaux pays, le chef de l'État se contente d'envoyer, de rappeler, puis de renvoyer le secrétaire d'État à l'Outre-mer, Yves Jégo, qui s'y brûle toujours plus les ailes en dépit de ses généreuses annonces : essence moins chère, produits de première nécessité à prix réduits, primes aux foyers les plus nécessiteux. Voici maintenant M. Jégo flanqué d'un "médiateur" dont la présence ne contribuera guère à rehausser son prestige... Pas plus d'ailleurs que le prestige du préfet de Fort-de-France qui ne trouve rien de

mieux à dire aux manifestants en colère tout de rouge vêtus, qu'il faut « se hâter lentement »...

Sarkozy déserte

Alors on envoie de Paris toujours plus d'argent, toujours plus de CRS et toujours plus de promesses, tandis que, profitant de l'absence, voire de la démission, de l'État, le révolutionnaire Olivier Besancenot annonce sa venue en fin de semaine et que les groupes séparatistes, attisant les haines, intensifient leur propagande, plus ou moins soutenus par quelques pêcheurs en eaux troubles tels M^{br} Gilbert Aubry,

évêque de Saint-Denis de La Réunion, réclamant un « changement de statut » de ces territoires « en contexte de mondialisation » (?).

Tout laisserait à penser que l'équipe au pouvoir à Paris ne croit plus à l'avenir français de nos territoires d'Outre-mer. Là est le vrai drame. À donner l'impression à ces îles, comme aussi à la Guyane, qu'on se désintéresse de leur sort, ou qu'on ne les considère qu'en fonction de l'argent qu'on croit devoir leur octroyer, c'est courir le risque de démoréaliser les plus fidèles à la France. Pour surmonter les difficultés en ce temps de crise il n'y a certes pas de solution miracle, mais affirmer réellement, charnellement, la présence française (à quand un voyage du chef de l'État ?) aiderait à rétablir l'indispensable confiance entre l'Outre-mer et la métropole et à réchauffer dans les cœurs l'amour de la mère Patrie.

MICHEL FROMENTOUX



ÉCONOMIE

La relance selon Nicolas Sarkozy :

Protectionnisme d'opérette

PAGE 2



ÉTRANGER

Après des élections en Israël :

Incertitudes au Proche-Orient

PAGE 8

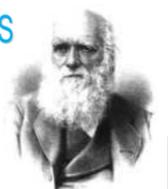


COMBAT DES IDÉES

Le débat entre foi et raison :

Darwin aurait deux cents ans

PAGE 14



Mobilisation générale à la Commission européenne, levée de boucliers généralisée dans les "petits États" de l'Union, déclaration alarmiste de José Manuel Barroso : quel cataclysme menace donc les habitudes quiétude et insouciance bruxelloises pour provoquer un tel concert enfiévré de cris de Casandre ? N'en doutons point, seule l'éventualité d'un retour de la nation peut sortir de leur béatitude les hiérarques européens.

Les européens outragés

En effet, la cible de ces critiques virulentes n'est autre que le plan d'aide annoncé par Nicolas Sarkozy en faveur de l'industrie automobile française. L'objet du délit prévoit d'accorder, à Renault et à PSA Peugeot-Citroën, un prêt à taux préférentiel de 6,5 milliards d'euros. En contrepartie, les constructeurs doivent s'engager sur le maintien de la production en France, avec notamment l'interdiction de fermer des usines et l'obligation de limiter au maximum les licenciements dans le pays pendant cinq ans.

L'idée même que l'argent des contribuables français puisse servir à préserver des emplois français constitue donc une hérésie et nous ne pouvons que féliciter notre président d'avoir outragé la bien-pensance européenne.

Pourtant, ce plan en vaut-il la peine ? Malheureusement, il semble que Sarkozy ait une nouvelle fois agi en fonction de son plan de communication et que la principale justification de la mesure gouvernementale soit la sur-exposition médiatique dont bénéficie le secteur automobile. En effet, si l'on prend en compte la totalité des aides octroyées par l'État (prêts, prime à la casse et exonération de taxe professionnelle), le montant atteint au bas mot 8 milliards d'euros. 8 milliards

□ **RELANCE**

Protectionnisme d'opérette

Avec son plan d'aide à l'industrie automobile française, le chef de l'État est accusé par Bruxelles de réveiller les vieux démons protectionnistes. Véritable bonne nouvelle ou nouveau coup pour rien ?

pour une branche qui emploie au mieux 738 000 personnes - et non pas plus d'un million comme l'affirment certains ministres -, le coût final est de 10 000 euros par emploi, soit davantage que le prix d'une Twingo.

emplois, le tableau est encore plus sombre car les 6 000 à 7 000 "départs volontaires" déjà prévus chez PSA auront bien lieu, tout comme les 6 000 annoncés chez Renault... quelques jours après les déclarations présidentielles.

véritablement à l'utilité d'instaurer des protections pour notre économie, il n'aurait pas par exemple proposé, lors de sa récente intervention télévisée, la suppression de la taxe professionnelle au motif que celle-ci grève la compétitivité et l'attractivité du territoire français. Certes la taxe professionnelle est un impôt très imparfait, dont il convient de réformer l'assiette défavorable au secteur industriel, mais l'invocation aveugle de la compétitivité par le chef de l'État montre bien qu'il se situe dans la vulgate du libre-échange chère à la Commission européenne.



Ressuscitée par Citroën, l'appellation DS sera déclinée prochainement sur une série de modèles au positionnement plus haut et "décalé" que la gamme actuelle. La DS 3 ouvrira le tir en 2010, avec la Mini de BMW en ligne de mire. De quoi dégager des marges supplémentaires ?

Décadence

Pire, en subventionnant l'industrie sans modifier les règles des échanges internationaux, la mesure revient, à plus ou moins longue échéance, à remplir un panier percé. En effet, l'avantage technologique de nos constructeurs s'étioule peu à peu - les velléités d'investissements de l'État dans le domaine des énergies renouvelables n'y changeront rien - et les termes de l'échange restent inexorablement inégaux, tant du point de vue des coûts salariaux que de l'ouverture effective des marchés, les économies asiatiques restant dans les faits plus protégées que les nôtres. À ce rythme, il ne resta bientôt plus que les actionnaires de Renault et de PSA à soutenir financièrement.

PATRICE MALLET

Sur l'autre plateau de la balance, les garanties des industriels apparaissent bien légères : concernant les fermetures de sites, s'il est probable qu'ils préféreront, pour des contraintes d'affichage, faire disparaître une unité de production en République tchèque plutôt que sur le sol national, il est fort possible que de nombreuses usines françaises subissent le même sort que celle de Citroën à Rennes, où la moitié des chaînes de montage viennent d'être démantelées. Pour les

Le comble est que ces départs, coûtant plusieurs centaines de millions d'euros en prime pour inciter les volontaires, seront, en quelque sorte, financés par l'argent public.

Au final, l'opération présentée à Bruxelles comme le retour d'un protectionnisme intolérable n'apparaît que comme un chèque en blanc supplémentaire donné aux grandes entreprises. La politique économique de Sarkozy multiplie les effets d'annonce mais ne possède aucune cohérence. S'il croyait

» **PERSPECTIVES**

Y a-t-il une voie de salut pour la presse écrite ? Tandis que les NMPP estiment à 4,4 % la baisse de la diffusion en 2008, Marcel Gauchet esquisse quelques pistes dans *Le Monde* du 7 février : « Réduire la taille des articles, privilégier le vécu, se priver de l'expertise [...] est suicidaire. [...] Que demande quelqu'un qui cherche à comprendre l'actualité ? [...] De la mise en perspective et du recul, autrement dit de l'histoire et de la géographie. [...] Or nous assistons au contraire à un rétrécissement très net du spectre, avec une actualité de plus en plus dépourvue de mémoire et une domination de l'information domestique sur l'information extérieure. Tout cela est provisoire. Je pense que la presse écrite va [...] monter en gamme [...], ce qui ne dispense pas d'une synergie avec toutes les nouvelles technologies. [...] On aura de plus en plus besoin de professionnels pour s'y retrouver dans le dédale et nous épargner de chercher au milieu des 999 000 prises de parole à disposition... »

» **RAYONNEMENT**

La Cour des comptes interpelle le gouvernement sur l'avenir de l'audiovisuel extérieur. La synthèse de son rapport annuel, présenté le 4 février, rappelle que plusieurs sociétés en assurent la mise en œuvre : « Radio France Internationale qui diffuse dans le monde des programmes radiophoniques en français et en langues étrangères, Canal France International qui fournit à des télévisions étrangères, partenaires de pays en développement, des programmes audiovisuels français ainsi qu'une aide technique, TV5, chaîne francophone de télévision qui associe la France, le Canada, le Québec, la Suisse et la communauté française de Belgique, ainsi que France 24, chaîne télévisuelle d'information continue en français, en anglais et en arabe créée à la fin de 2005. Les trois premières sont des entreprises publiques et la dernière une société de droit privé, financée par le budget de l'État. » Depuis avril 2008, leur financement public est administré par une même structure dépendant du ministère de la Culture. C'est un progrès selon la Cour, qui réclame néanmoins : une clarification des missions de chaque composante ; l'optimisation des synergies ; un ciblage géographique ; une meilleure évaluation des résultats ; la formalisation des objectifs de ressources propres.

G.D.

L'ACTION FRANÇAISE

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujot (*)
Directeur de la publication : M.G. Pujot
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Politique :
Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin,
Michel Fromentoux, Nicolas Hainaut,
Stéphane Piolenc
Étranger : Pascal Nari
Économie : Henri Letigre
Enseignement, famille, société :
Stéphane Blanchonnet,
Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux,
Aristide Leucate, Frédéric Wincler
Culture :
Monique Beaumont,
Anne Bernet, Renaud Dourges, Gaël Fons,
Norbert Multeau, Jean d'Omiac,
François Roberday, Alain Waelkens
Histoire :
Yves Lenormand, Laure Margaillan,
René Pillorget, Francis Venant
Art de vivre : Pierre Chaumeil
Chroniques :
François Leger, Jean-Baptiste Morvan
Médias : Denis About.
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost.
Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

» **ESPIONNAGE**

Journaliste ou agent secret, c'est du pareil au même, si l'on en croit cette note du chef de la sécurité de la Commission européenne : « La menace de l'espionnage contre la Commission croît de jour en jour, certains pays, des groupes de pression, des journalistes et des agences privées cherchant à obtenir des informations sensibles et protégées. » Le blog de Jean Quatremer rendait compte le 11 février de la polémique déclenchée par le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Selon ce collaborateur de *Libération*, en poste à Bruxelles, les journalistes seraient tenus à l'écart « depuis les affaires de la "vache folle" et la chute de la Commission Santer ». Il conclut avec ironie : « Cela étant, rassurons la Commission : il y a belle lurette qu'il n'y a plus guère d'informations "sensibles et protégées" en son sein. Seule la politique de concurrence réserve encore des surprises et il

y a longtemps que rien ne fuit involontairement de la direction générale qui s'en occupe. »

» **GUERRE LOGICIELLE**

Toujours en lutte contre "l'hégémonie des États-Unis", Cuba lance sa propre distribution Linux. Une alternative au système d'exploitation de Microsoft, dont les licences et les mises à jour seraient difficiles à obtenir du fait de l'embargo. À la différence de son concurrent "libre", Windows pourrait en outre dissimuler du code malicieux, connu seulement des informaticiens de Redmond ou des agences de sécurité américaine... Cité par Reuters le 12 février, Hector Rodriguez, doyen de l'École du logiciel libre à l'université des sciences de Cuba, estime à près de 20 % le nombre de postes utilisant déjà Linux sur l'île. Ceci alors que les ventes d'ordinateurs au public n'ont débuté que l'an dernier. D'ici cinq ans, il espère un taux de migration de 50 %, d'autant plus souhaitable

que, selon lui, « la mouvance du logiciel libre est très proche de l'idéologie du peuple cubain d'indépendance et de souveraineté par-dessus tout ».

» **ACCESSIBILITÉ**

En 2005, le vote d'une loi sur "l'égalité des chances" promettait aux handicapés visuels l'accès aux services publics en ligne. Or, la Commission consultative d'évaluation des normes (dépendant de la Direction générale des collectivités locales) vient seulement de donner son feu vert le 4 février. Et la publication du décret d'application n'est pas attendue avant le second trimestre 2009 ! Une lenteur dont la HALDE ne semble pas s'indigner : sur son site Internet, on ne trouve apparemment aucune mention du "Référéntiel général d'accessibilité pour les administrations" (RGAA). Nouvelle illustration du caractère essentiellement idéologique de sa lutte contre les "discriminations"...

❑ VOUS AVEZ DIT "RELANCE" ?

Une politique "familiale" oubliant l'enfant

Face à la crise, en dépit de ses talents devant les caméras, le président de la République peine à rassurer les Français. Leur inquiétude est légitime, puisque Nicolas Sarkozy semble négliger le plus sûr des investissements : les familles. La menace plane sur leurs allocations et leurs repères traditionnels.

Qui peut dire sérieusement qu'il n'a pas eu envie de somnoler en regardant à la télévision ce jeudi 5 février le chef de l'État donner, dans la grande salle de l'Élysée vide et froide, un cours d'une heure et demie sur la manière de vivre la "Crise". Il faut admettre que l'homme est brillant et que peu de ceux qui le critiquent ne souhaiteraient être à sa place dans la conjoncture actuelle. Néanmoins, ses fulgurantes explications, émaillées de formules de grand bon sens, sonnaient plutôt creux. En le voyant s'impliquer lui-même dans tant de questions à la fois, on ne pouvait s'empêcher de penser que Nicolas Sarkozy mène les affaires de la France comme un "manager" mène une entreprise. Il manquait dans le discours présidentiel un peu de hauteur et de foi en la France qui aurait pu toucher le cœur des Français en ces temps difficiles...

Chers "partenaires sociaux"

Il comptait fort sur cette intervention médiatique pour relever son image. Peine perdue : très bas dans les sondages avant, il l'est encore plus après ! Le voici dès lors engagé dans une pathétique course poursuite avec les Français : comprenez-moi; aimez-moi quand même ! Cette semaine, il rencontre ceux que l'on a pris l'habitude de désigner d'une expression qui vient de l'anglais *partner* et qui appartient au vocabulaire du jeu (jeu de rôles, disent déjà certains), les "partenaires sociaux". Pour les recevoir ce mercredi 18, il a, dit-on, beaucoup travaillé ses dossiers, afin de s'infiltrer sans se faire broyer dans le sentier étroit que lui laissent les réclamations syndicales, les résistances patronales et les contraintes budgétaires. Aura-t-il réussi son opération de charme ?

On en aura bientôt une idée, d'autant qu'il songe à repasser un soir sur le petit écran.

D'ores et déjà, nous connaissons quelques-unes des mesures qu'il compte proposer dans le prolongement de l'émission télévisée du jeudi 5 : suppression de la taxe professionnelle perçue par les collectivités locales (remplacée par une taxe sur les émissions de car-

allocations familiales. Venir en aide aux familles qui portent en elles avec leur progéniture les espoirs du redressement du pays après la "Crise", ce serait une bonne politique. Il nous faut pourtant tout de suite déchanter.

Une vraie politique familiale repose sur une conception vraie de la famille. Or, l'horizon familial dans lequel vit M. Sarkozy ne

milial n'empêche nullement cette officine de recevoir de grosses sommes des collectivités locales et de s'en servir pour intensifier dans les écoles et jusque sur les murs du métro, sa campagne pour la "libération" de la femme par la contraception et l'avortement, outre encore bien des mesures contre les mœurs et des habitudes héritées des gouvernements précédents, M. Sarkozy lui-même prépare toute une série de mesures de nature à changer profondément la vie familiale.

Pour le moment, passons sur son projet, qui reviendra en mars dans l'actualité, d'encourager le travail le dimanche (voir page 6) et qui détruira gravement les liens entre les parents affairés et les enfants livrés à eux-mêmes, ou à Internet... La réduction du congé parental, conséquence de "l'effet Dati", est une nouvelle façon de faire entrer dans les mœurs ce que M. Sarkozy appelle avec une fausse pudeur la conciliation de la famille et de l'emploi et qui n'est en fait qu'une manière de faire passer le travail avant l'enfant ! Bien sûr des cas particuliers méritent d'être pris en considération, mais cela ne change rien au fait qu'une femme qui vient d'accoucher et, qui plus est, allaite son enfant, entretient avec celui-ci des liens extraordinaires et irremplaçables. La pousser, si elle n'a pas des sœurs comme Rachida..., à mettre son bébé à la crèche reviendrait à la forcer pour ne pas être montrée du doigt à ne pas s'occuper de lui. On est là devant une atteinte ignoble aux droits des femmes.

Autre idée surgie ces derniers jours du cerveau sarkozien : un statut pour le beau-parent. Cela revient à faire entrer dans les normes l'éclatement des familles et la suppression de repères pour les enfants. Là encore certaines questions peuvent être résolues par des arrangements entre les

personnes, mais créer un statut pour le beau-père risque fort d'engendrer des querelles inextricables avec le père réel, dont la victime sera l'enfant. Qu'on le veuille ou non, ce sont les familles naturelles, avec un père et une mère disponibles pour aimer leurs enfants, qui contribuent le plus à la progression de la natalité. Encourager les autres formes de "familles" est une politique suicidaire.

Pire encore, voici que l'on reparle de ce que M. Jospin avait naguère sagement renoncé à imposer : la mise des allocations familiales sous conditions de ressources, qui soulève déjà un tollé dans les associations familiales. C'est se moquer de la famille que d'envisager la politique familiale en termes d'assistanat. Certes il appartient à l'État de répartir l'argent public au profit des plus démunis en fonction des situations économiques. Cela s'appelle alors la politique sociale.

Le plus sûr investissement

L'aide aux familles est de toute autre nature : elle est échange entre les générations, reconnaissance du service que les familles, quelle que soit leur condition sociale, apportent à la vie nationale. Donner à toutes les familles les moyens de transmettre, en s'organisant chacune selon sa condition, une éducation à leurs enfants, c'est reconnaître la valeur de l'investissement dans la jeunesse, car celle-ci (qui paiera les futures retraites...), contribue, en créant de nouveaux besoins de consommation, à la relance de l'économie bien plus que n'y parviendra jamais l'ouverture des magasins le dimanche...

Avec des mesures à long terme préjudiciables, M. Sarkozy ne restaurera pas la France. D'ailleurs son hostilité à l'idée de continuité est apparue à la fin de l'émission télévisée du 5 février quand il a dit qu'un pays moderne comme la France ne devait plus connaître d'hommes politiques qui durent longtemps. Si c'est pour avoir des Sarkozy, certes il a raison... Mais le chef d'une famille incarnant la nation d'âge en âge parlerait un tout autre langage qui, lui, toucherait les Français.

MICHEL FROMENTOUX



Il manquait dans le discours présidentiel un peu de hauteur et de foi en la France.

bone !), prime pour les jeunes chômeurs, hausse de l'indemnisation du chômage partiel, suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu ou du deuxième tiers provisionnel, coup de pouce aux allocations familiales. Serait aussi envisagé le commencement d'une réflexion sur le partage en trois parts égales du profit des entreprises entre les salariés, les actionnaires et l'entreprise elle-même. En outre le profit des intérêts dus par les banques ayant déjà perçu 20 milliards d'euros d'aides de l'État sera affecté (en principe...) intégralement au "social".

On aimerait pouvoir se réjouir du coup de pouce annoncé aux

reflète guère la famille française traditionnelle : lui-même divorcé et remarié deux fois, avec deux enfants d'une femme, un enfant d'une autre, il semble avoir approuvé chaleureusement Mme Rachida Dati se dépêchant, à peine sa fille née, de confier à d'autres le soin de pouponner...

En quelques jours, on a entendu l'annonce de multiples attentats contre la famille. Outre l'attentat permanent qui continue depuis 1975 de mettre à mort chaque année dans le sein de leur mère plus 220 000 bébés, outre le scandaleux remboursement de ce crime par la Sécurité sociale, outre le fait qu'une récente baisse des crédits versés au Planning fa-

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

Vous pouvez tous nous aider.

■ La liste de versements que nous publions ci-contre clôt la souscription "100 euros pour l'AF" que nous avons lancée en 2008 à l'occasion du centenaire de *L'Action Française*.

Elle nous a permis de faire face à nos dépenses les plus pressantes. Merci à tous ceux qui ont participé.

Nous remercions également tout particulièrement ceux qui

nous assurent un virement régulier mensuel ou trimestriel. C'est une façon de nous aider qui devrait être développée. À la portée de chacun, selon ses moyens (10, 20, 30, 40 euros, ou plus... virés chaque mois, ou chaque trimestre), elle nous assure des rentrées régulières pour faire face à nos besoins tout au long de l'année, lorsque les recettes de ventes et d'abonnements ne nous suffisent pas.

Pensez-y. Demandez-nous un RIB du compte "Geneviève Castelluccio" et remettez-le à votre banque avec vos instructions.

Merci d'avance.

MARIELLE PUJO

* Prière d'adresser vos dons à Mme Geneviève Castelluccio, *L'Action Française* 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

LISTE N° 22

Cent euros pour l'A.F. : Jean-Claude Backe, 150 ; Charles Horrent, 100, Claude Moreau, 150 ; un Auvergnat fidèle, 200 ; Théophile Chaussonnaud, 650.

Virements réguliers : Jean-Michel de Love, 7,62 ; Raymond Sultra, 17,78 ; Mme Bellegarde, 20 ; Mme Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87 ; Mme Duplessis d'Argentré, 25 ; Mme Marie-Christian Leclercq-Bourin, 28 ; Mme Tatiana de Prittowitz, 45,73.

Total de cette liste : 1 417 €
Listes précédentes : 28 297,46 €

Total : 29 714,46 €
Total en francs : 194 914,08 F



□ RÉFORME PÉCRESSE

Vers une université marchande ?

L'université souffre d'abord d'un manque de moyens matériels et humains, d'une organisation et d'une gestion précaires. La multiplication des partenariats public-privé – nouvelle appellation du mécénat – pourrait contribuer à son redressement.

B ranle-bas de combat en période de conjoncture économique négative ! M^{me} Péresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a de nouveau présenté en novembre dernier un décret réformant le statut de l'enseignant chercheur, fonctionnaire miséreux qui, aux dires des syndicats étudiants, deviendra à l'avenir l'esclave d'un directeur d'université moribonde, qui plus est sujet au clientélisme pulsionnel...

Partenariat

Depuis mai 68, on est bercé par la vulgate mensongère de l'imperméabilité des instituts universitaires aux capitaux privés, ainsi que du droit au diplôme par la gratuité et de la démocratisation de l'enseignement supérieur par l'interdiction morale de sélection des étudiants.

Le constat sur l'état de santé de l'université française est accablant : selon le ministère lui-même, 90 000 étudiants sortent de l'université sans diplôme et 50 % des inscrits en faculté sont déjà en situation d'échec après leurs deux premiers semestres. Pour ne rien arranger, la fragmentation idéologique en quatre-vingt-huit établissements universitaires concourt à la dilution des dotations de capitaux et à l'absence de transparence et de cohérence des politiques publiques. Par exemple, rien ne justifie la séparation post-soixante-huitarde de Lyon II et Lyon III, sinon que celles-ci revendiquent chacune leurs préférences partisans (gauchistes à Bron et sarkozystes à Monplaisir-Lumière) !

Alors que penser de cette tentative de réforme de Valérie Péresse, lancée en 2007 et dont l'actuel décret (qui vient d'être soumis, sous la pression des manifestations, à une commission de médiation...), est un aboutisse-

ment ? C'est un travail porteur d'idées novatrices mais lâchement bâclé, à l'image des diverses politiques sous l'ère sarkozienne, démagogues et soucieuses d'éviter la vindicte populaire.

Ce décret a d'abord le mérite de toucher au statut jamais réformé depuis 1984 des enseignants chercheurs. Certes, il relève du bon sens d'évaluer le travail de chercheurs à qui l'on accorde des crédits et la sécurité de l'emploi ainsi que de pointer du doigt les

ya encastrant le corps des médiocres et réserver les instituts de recherche aux plus brillants préciserait un peu plus les conditions de formation des jeunes étudiants, risquant ainsi de les enfermer dans un cercle terriblement vicieux.

Les défaillances d'un système pourri par l'égalitarisme sont mises en cause. S'il est clair que la recherche fondamentale et le développement ne doivent en aucun cas être soumis aux exigences à

dent d'université, ce qui permettra une plus grande proximité et une meilleure connaissance des besoins et carences auxquelles sont sujets les établissements universitaires. Ce décret est en l'espèce la pleine continuation de la loi sur la liberté et les responsabilités dans l'université (LRU), mettant fin à la tradition jacobine de la gestion des universités d'État sans pour autant abandonner la politique publique de recherche et d'enseignement supérieur.



Valérie Péresse

tations globales de financement, il est aisé de comprendre que le partenariat public-privé, nouvelle appellation du mécénat, est embryonnaire. Et la conséquence de ce monopole est claire : l'université dépense en moyenne pour chaque étudiant la somme de 10 150 euros contre 12 446 pour l'Allemagne, 13 506 pour le Royaume-Uni et plus de 21 000 pour les États-Unis, soit deux fois plus qu'en France.

Si Valérie Péresse a certes annoncé un plan de dotation de capital de 575 millions d'euros pour le projet Lyon cité campus et de 375 millions d'euros pour l'université de Strasbourg, elle a dans le même temps annoncé la suppression de 900 postes d'enseignants chercheurs, dans une période de crise économique majeure où le brillant économiste Schumpeter aurait vanté les mérites de la recherche fondamentale comme pilier d'une compétitivité nationale accrue. À quand un véritable plan de financement de la recherche ?

Le mythe de la gratuité

La réflexion doit concurrentement être purgée de tout discours politiquement correct et démagogue sur la quasi-gratuité de l'enseignement. Lorsqu'un étudiant paye à peine 150 euros de droit d'inscription, non seulement il se place dans un rapport consumériste vis-à-vis du diplôme, mais ne peut attendre, du fait des limites du financement public, des conditions de travail à la hauteur des nécessités. Les exemples de faculté libre comme la FACO à Paris, dont le taux de réussite est presque double comparé à une université d'État, sont un modèle du genre malgré les 5 000 euros à payer chaque année. Les droits d'inscription devront être augmentés et modulés en fonction des revenus du foyer de l'étudiant avec un système de bourses à la clef. Enfin, il sera à l'avenir impossible de contourner la sélection pour prétendre à la qualité du diplôme.

Ce que nous proposent les dinosaures des syndicats gauchistes, c'est de maintenir le *statu quo* et de participer ainsi au creusement des inégalités entre l'université et les grandes écoles, préservant la reproduction sociale de la bourgeoisie aisée et laissant périr les forces de talent du brillant esprit français. À quand les états généraux de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ?

ANTOINE MELLIES



50 % des inscrits en faculté sont déjà en situation d'échec après leurs deux premiers semestres.

défaillants, certains publiant très rarement tandis que d'autres demeurent des habitués des revues scientifiques. En revanche, sanctionner les chercheurs peu productifs en les envoyant dans l'enseignement est une insulte insoutenable aux étudiants et une idée stupide, parce qu'un mauvais chercheur sera sans aucun doute un enseignant médiocre et vice versa. Reléguer l'enseignement supérieur au second plan en

court terme du marché, ce qui évincerait les sciences humaines peu propices à une quelconque marchandisation, nous devons abandonner le sectarisme du tout public au profit d'une politique nationale de la recherche en partenariat avec les forces intellectuelles et économiques de la France. Cette collaboration, pour ne pas sombrer dans le modèle anglo-saxon (du moins jusqu'aux projets de réforme de Barack Obama), doit avant tout être dirigée par l'État et viser le long terme. L'élitisme et le système de prime seront porteurs de motivation et d'innovations, et soumis au contrôle de centres spécialisés comme l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement (AERES), selon des objectifs éditoriaux clairs et cohérents.

Despotisme ?

Quant à la concentration des pouvoirs au profit du président de l'université, elle véhicule des peurs de despotisme et de partialité relevant du pur fantasme républicain ! On assistera en fait, en matière de gestion de carrière des enseignants chercheurs, à une déconcentration de nombreuses compétences de l'autorité ministérielle vers le Conseil d'administration ayant à sa tête le prési-

de "pouvoir absolu" sera en réalité limité par l'avis du Conseil d'administration et de diverses commissions, par exemple pour décider l'avancement d'un enseignant chercheur, ce qui rend vaine la névrose affairiste des manifestants les plus réfractaires à la réforme Péresse.

Faux problème

Les véritables pistes de réforme ne se trouvent néanmoins ni dans le projet du gouvernement, ni dans l'obstination des nostalgiques de l'auberge espagnole universitaire. En effet, le décret Péresse résout un faux problème. Selon Jean-Charles Pomerol, président de l'université Paris IV, seulement 5 % des enseignants chercheurs ne cherchent pas assez, et la France est tout de même sixième du classement des pays de l'OCDE pour les publications, mais seulement seizième pour le financement de la recherche ! Elle y consacre seulement 2,1 % du PIB soit 37,9 milliards d'euros. Pour mémoire, sous la période gaullienne, l'État y affectait plus de 3 % du PIB.

La véritable crise de l'université est d'abord une crise de moyens matériels et humains, d'organisation et de gestion. Lorsque l'État assure 73 % des do-

» ENFANT GÂTÉ

Un professeur de droit administratif enseignant à Lille II racontait en amphithéâtre comment un étudiant chinois de condition très modeste avait osé refuser de s'inscrire parce que les frais d'inscription annuels étaient trop faibles (300 euros) et ne pouvaient lui garantir un enseignement et un diplôme de qualité ! En Chine et en Inde, on paye près de 5 000 euros pour une année d'études.

» FUSION

Première à appliquer la réforme LRU, l'université de Strasbourg a fusionné ses trois pôles (droit, sciences humaines, sciences).

Regroupant 42 000 étudiants et 2 500 enseignants chercheurs, elle est la plus grande université de France et la mieux reconnue sur le plan international. Son autonomie lui permettra d'ouvrir un musée et d'y exposer les collections qu'elle possède ainsi que d'instaurer un partenariat de 5 à 10 milliards d'euros avec le secteur privé pour la rénovation de ses locaux. C'est un exemple du genre.

» PATRIMOINE

On ne pensait pas que les universités possédaient un patrimoine aussi diversifié : vignes, villas, châteaux. L'université Paris IV a vendu le château de Marny pour 1,7 millions d'euros.

❑ RÉFORME PÉCRESSE

Les ambiguïtés du projet

L'Université doit être un lieu d'études et de recherche qui mène les étudiants vers l'autonomie intellectuelle, vers la haute culture.

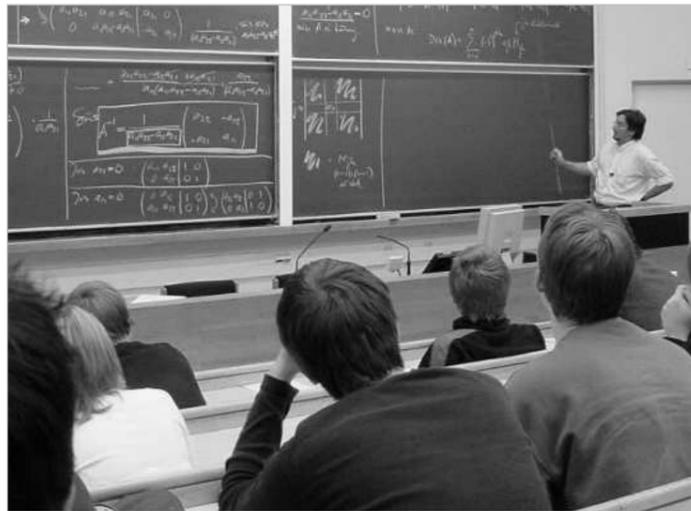
Lui demander autre chose l'amènerait à trahir sa mission.

Il est difficile de parler des projets de réforme de l'Université parce que leurs partisans comme leurs adversaires vivent dans la confusion mentale. Selon la fâcheuse habitude de l'hôte actuel de l'Élysée pour lequel non seulement dire c'est faire, mais s'agiter c'est penser, on prévoit en même temps un ébranlement de l'enseignement secondaire et des concours de recrutement des maîtres, une révision du statut des universités et de la situation de leurs professeurs. Après les magistrats et les militaires, les universitaires font à leur tour connaissance avec la "rupture".

Maladresse

La réforme du statut des professeurs du supérieur est celle qui, actuellement, secoue le plus le monde des études. Le 22 janvier, en lançant à l'Élysée la réflexion *Pour une stratégie nationale de recherche*, le président de la République a dit ce qu'il pense de la recherche française : son « *importance primordiale* » mais surtout son « *immobilisme* », sa « *frilosité* », sa stratégie du « *repli sur soi* », ses « *structures obsolètes* », ses « *reculs* ». Il a aussi évoqué les « *universités faibles, pilotées par une administration centrale tatillonne* », dans le cadre d'un « *système infantilisant* ». Et puis l'absence « *consternante* » d'évaluation.

Si l'on ajoute que les projets gouvernementaux ont été conçus par des experts sortis de l'ENA et de Polytechnique étrangers au microcosme universitaire, on comprend le rejet des professeurs qui sont loin d'être tous d'extrême gauche. Toute personne ayant peu



Un "enseignant chercheur" est une personne hautement spécialisée dont le travail ne doit être jugé que par ses pairs.

ou prou fréquenté l'Université sait qu'elle a bien des défauts. Mais toute organisation humaine en possède, et l'entreprise privée portée aux nues par le libéralisme ambiant n'en est pas exempte. De plus, chaque organisation possède sa spécificité ; à l'intérieur du monde de l'enseignement, les grandes écoles et les universités ne sont pas ordonnées vers le même but. Nous voulons bien que les universités soient autonomes, nous refusons qu'elles deviennent des entreprises parce que ce serait stupide et néfaste.

Patron et cadres

Valérie Pécresse impose aux "enseignants chercheurs" de passer d'un enseignement supérieur jugé par elle peu efficace, à un autre qui devra rendre des comptes, en termes d'insertion professionnelle, par exemple. Le

président d'université, entouré de son Conseil d'administration, est devenu un vrai chef d'entreprise comptable de ses résultats. Dans cette logique, il faut lui donner un pouvoir de gestion sur le personnel de son université. Les enseignants chercheurs devront lui rendre régulièrement des comptes sur leur travail, enseignement et recherche. Et le président pourra augmenter ou réduire le nombre d'heures de cours qu'ils doivent assurer, en fonction du temps qu'ils consacrent effectivement à la recherche. Il y a eu des abus, il y en a, j'en connais, tous mes collègues aussi, mais transformer le président d'université en patron et les professeurs en cadres représente une aberration. On tuerait ainsi l'esprit universitaire qui ne se portait déjà pas bien.

Un "enseignant chercheur" est une personne hautement spécialisée dont le travail ne peut être

jugé que par ses pairs et non par un président, si diplômé soit-il. Nous allons tomber de fait dans l'arbitraire politique et syndical et le libéralisme, comme d'habitude, va tordre le coup aux véritables libertés. Mais si les syndicats protestent, c'est qu'ils sont opposés à toute réforme, sauf à celle qui leur concéderait les pleins pouvoirs. Et encore seraient-ils capables de protester contre eux-mêmes !

Les objectifs de rentabilité pousseront les patrons d'universités à négliger les matières qui ne débouchent pas sur le monde de l'entreprise. Philosophie, belles-lettres, histoire ne pèseront pas lourd. Déjà un collègue enseignant le grec a eu l'amère surprise d'apprendre, le jour où il a pris sa retraite, que sa chaire était remplacée par un poste de langue chinoise. « *La République n'a pas besoin de savants* » répondit-on à Lavoisier. Aujourd'hui la République veut des ingénieurs, mais elle ne comprend même pas que les savants forment ces derniers.

Spécificité de l'Université

L'Université a toujours été, jusqu'au vent de folie de l'année 1967-1968, un lieu d'études et de recherche qui mène les étudiants vers l'autonomie intellectuelle, vers la haute culture. Ne lui demandez pas ce qu'elle ne peut vous donner sans trahir sa spécificité : elle ne ferait plus ce pour quoi elle est faite, elle accomplirait mal les tâches que vous exigeriez d'elle. Elle est étrangère au monde du travail. C'est sa faiblesse, certes, mais c'est aussi sa grandeur. La démocratisation de l'enseignement, l'irruption dans ses amphithéâtres de masses mal dégrossies par un bac dérisoire l'ont défigurée. M^{me} Pécresse l'achèverait en voulant la transformer selon des critères étrangers à son âme. Rendez-nous une sélection sévère et juste à l'entrée, et tout ira bien.

GÉRARD BEDEL
Professeur d'université

» ÉQUATION

Bien décidé à doubler la gauche par la gauche, Nicolas Sarkozy n'a pas hésité, au cours de son intervention télévisée du 5 février, à suggérer qu'un tiers du bénéfice des entreprises soit versé aux salariés. Appliquons l'équation aux 96 400 collaborateurs de Total qui affiche un bénéfice record de près de 14 milliards d'euros. Chaque salarié pourrait revendiquer une prime de 48 409 euros. Merci Sarkozy !

» LECTURE

Il existe des grévistes imaginatifs et drôles. Ainsi faut-il se féliciter de l'initiative des enseignants-chercheurs ayant organisé, partout en France, des lectures publiques de *La Princesse de Clèves*. Histoire de répondre au président de la République qui, en 2006, avait considéré que l'apprentissage du roman de Madame de La Fayette était un bagage de connaissance inutile : « *L'autre jour, je m'amusais [...] à regarder le programme du concours d'attaché d'administration. Un sadique ou un imbécile, choisissez, avait mis dans le programme d'interroger les concurrents sur La Princesse de Clèves.* »

» ORAL

Selon le CSA, entre juillet 2007 et septembre 2008, Nicolas Sarkozy est intervenu 218 heures sur les différentes chaînes de télévision. En dix ans, de 1995 à 2005, Jacques Chirac était intervenu 90 heures de moins. Ces chiffres expliquent l'indigestion générale ressentie par nombre de nos concitoyens...

» PATRIMOINE

L'État est-il garant de la pérennité du patrimoine national ? Pas si l'on en croit la commission de récolement des dépôts d'œuvres d'art consentis par l'État dans les bâtiments publics. Cette pauvre commission cherche la trace des 300 000 peintures, sculptures, meubles et autres objets d'art prêtés pour décorer les ambassades, mairies, palais de justice et autres administrations. Sur les 150 000 œuvres déjà pointés, 34 000 manquent à l'appel ! Pas perdues pour tout le monde...

» PATRIMOINE BIS

Les autoroutes ont été récemment bradées au privé et, dans son dernier rapport, la Cour des Comptes estime que cela aurait dû rapporter à l'État 24 milliards d'euros au lieu des 14,8 milliards encaissés. Ce rapport n'ayant rien de contraignant, personne ne sera obligé de rembourser les 10 milliards envolés...

GUILLAUME CHATIZEL

❑ RELIGION

Au service de la Tradition

Le tohu-bohu consécutif aux propos négationnistes de M^{gr} Williamson a occulté momentanément les questions de fond se posant à l'Église.

La levée, ce 21 janvier, par le pape Benoît XVI de l'excommunication frappant les quatre évêques de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X (FSSPX) sacrés en 1988 par M^{gr} Marcel Lefebvre (voir le dernier numéro de *L'AF 2000*) est un événement d'une immense importance, trop obscurcie par les déclarations inconsidérées de l'un d'entre eux, M^{gr} Williamson, auxquelles les médias ont donné un écho disproportionné.

Il est pourtant clair que ce prélat n'exprimait sur la tragédie des juifs durant la dernière guerre qu'un avis personnel dans un do-

maine où ni lui ni la Fraternité n'ont la moindre compétence. Il a depuis lors présenté ses excuses au souverain pontife, disant toutefois qu'il attend d'avoir plus approfondi la question pour rétracter ses propos. D'ores et déjà M^{gr} Bernard Fellay, supérieur général de la FSSPX, l'a démis de ses fonctions de directeur du séminaire de la Reja en Argentine.

Le tohu-bohu médiatique calmé, il sera possible de considérer l'événement à la seule lumière de la Tradition de l'Église comme le souhaite également le Saint-Père et M^{gr} Fellay. Les déclarations de ce dernier dans dif-

férentes publications, traditionalistes ou non, permettent de saisir les points sur lesquels porteront au sujet du concile Vatican II les colloques avec Rome reconnus « *nécessaires* » par le décret du 21 janvier : la souveraineté du Christ Roi dont la mise sous le boisseau laisse place au laïcisme dans les nations naguère chrétiennes, la liberté religieuse qui, distincte de l'idée de vérité, met toutes les religions sur le même plan ; l'œcuménisme qui, distinct de l'idée de conversion, risque de n'être plus que relativisme.

Avec l'aide du saint Rosaire, ces discussions sur l'essentiel don-



Les colloques sur Vatican II sont reconnus nécessaires par Rome.

neront la mesure du service rendu à l'Église de toujours par la FSSPX, laquelle vient d'être lourdement endeuillée par la mort accidentelle en montagne de trois séminaristes d'Écône.

M.F.

» REBELLES

Ayant quitté le FN, Alain Soral entend désormais mener quelques projets avec Dieu-donné. Interrogé par le Centre Zahra le 8 février, il a souligné leur volonté « d'incarner l'insoumission française » : « Comme le Hamas [...], le Hezbollah [...], nous saluons partout les mouvements de résistance au Nouvel Ordre mondial. » Vaste programme.

» MÉMOIRE COURTE

La réintégration du commandement militaire de l'OTAN suscite des remous dans la majorité. Interrogé par Jean-François Achilli et Michel Dumoret, le ministre de la Défense tacle les fidèles de Jacques Chirac : « Qui était Premier ministre et qui était secrétaire général de l'Élysée lorsque la France avait négocié notre éventuel retour dans la structure intégrée [...] en échange d'un simple poste à Naples ? Alain Juppé et Dominique de Villepin. De 1996 à 2009, il doit y avoir des choses qui m'ont échappé. » (Le Monde, 10 février) À bien des égards, le président de la République s'inscrit dans la continuité de son prédécesseur... De son côté, François Bayrou voudrait s'en remettre à la loterie des urnes pour préciser les modalités du partenariat militaire transatlantique. Ces champions improvisés de l'indépendance nationale font pâle figure.

» ILLKIRCH

Un bataillon de la Bundeswehr s'installera finalement à Illkirch, au sud de Strasbourg. Hervé Morin l'a annoncé à Munich le 7 février : 600 à 700 soldats allemands prendront leurs quartiers dans la caserne Leclerc, qui hébergeait le 1^{er} régiment du Génie prochainement dissout. Celui-ci devait y être remplacé par le 16^e bataillon de Chasseurs, rapatrié d'Allemagne, qui se repliera à défaut vers Bitche, compensant la disparition du 57^e régiment d'Artillerie. Au moins la Brigade franco-allemande se pare-t-elle de vertus sociales.

» BOUTIQUIERS

La rédaction du Livre blanc sur la Défense aurait donné lieu à des « discussions de boutiquiers » selon l'expression de Jean-Dominique Merchet, qui cite sur Secret Défense un passage édifiant du rapport déposé à l'Assemblée le 11 février par les députés Bernard Cazeneuve (PS) et François Cornut-Gentille (UMP). Des réductions d'effectifs supplémentaires auraient été réclamées à la Marine pour quelle « n'apparaisse pas comme privilégiée » ; « les demandes se sont accumulées, s'inscrivant dans une logique strictement comptable et sans cohérence opérationnelle ».

G.D.

□ DÉFENSE

Une nouvelle Affaire Dreyfus ?

Accusé de complaisance à l'égard de thèses conspirationnistes, Aymeric Chauprade a été brutalement congédié du CID. La Défense a-t-elle lancé une chasse aux sorcières contre les géopoliticiens récusant l'atlantisme ?

Le plus brillant politologue et géopoliticien français, Aymeric Chauprade, quarante ans, directeur de cours au Collège Inter-Armées de Défense (CID), anciennement École supérieure de guerre, a été révoqué ce mercredi 5 février sur ordre direct du ministre de la Défense Hervé Morin et sans le moindre entretien préalable.

Cette procédure expéditive, voire stalinienne, sanctionne des propos qu'a tenus le professeur dans son dernier ouvrage *Chronique du choc des civilisations*, sous-titré *Actualité, analyses géopolitiques et cartes pour comprendre le monde après le 11 Septembre* (Éd. Chronique). Livre qui aurait échappé à l'attention du peu cultivé Hervé Morin si *Le Point* du 4 février n'avait joué les déclencheurs, déclenchant ainsi ce que d'aucuns appellent déjà "une nouvelle affaire Dreyfus".

Car de quoi s'agit-il ? Aymeric Chauprade, modèle de réalisme en analyse politique (comme nous l'avons maintes fois constaté lors de ses conférences à l'Institut d'Action française), fuyant donc toute idéologie imposée, s'est permis, en analysant scientifiquement les attentats du 11 septembre 2001,

non pas de préconiser, mais seulement de signaler une opinion qu'il dit partagée par la moitié de l'humanité selon laquelle les auteurs de cette tragédie ne seraient

restitués dans la longue durée historique ». Or cela ne va pas sans montrer que les néoconservateurs américains et le président George W. Bush ont instrumentalisé au



peut-être pas ceux qu'ont immédiatement désignés les États-Unis et tout le système médiatique mondialisé : à savoir Al Qaida.

Parlant avec intelligence du livre de Chauprade dans *Spectacle du monde* de février, Christian Brosio dit qu'il est « le décryptage à ce jour le plus complet, le plus clair et le plus précis des nouveaux enjeux planétaires [qu'il

service des intérêts américains la thèse de Samuel Huntington, récemment décédé, du *Choc des civilisations*, comme si tout devait entrer dans la logique binaire Islamisme-Occident. Résumant Chauprade, Christian Brosio explique qu'en fait l'obsession des États-Unis est la montée en puissance de pays asiatiques pouvant un jour déjouer le rêve unipolaire

□ SOCIAL

Sauver le dimanche

Michel Fauquier interpelle le président de la République, accusé de ne considérer que la dimension économique de l'homme.

Il ne faut pas croire enterré le projet sarkozyen de faire travailler les Français le dimanche. Tout laisse à penser que le président reviendra à la charge au printemps. D'ailleurs n'a-t-il pas déjà, en annonçant ce 13 février dans le sillage de "l'effet Dati" la réduction du congé parental et l'augmentation du nombre de crèches, montré que dans la France telle qu'il la veut, le temps consacré au repos et à la famille sera du temps perdu ? Rendement d'abord !

Il faut donc s'attendre à devoir lutter pour sauvegarder les droits de l'âme. Dans notre arsenal, dès maintenant, doit figurer le petit ouvrage, que vient de publier Michel Fauquier sous le titre *Lettre ouverte du dernier des chrétiens au premier des Français à propos de l'ouverture des magasins le dimanche* ¹. On ne saurait être plus modeste, et plus pleinement français, enraciné dans des traditions dont la valeur échappera toujours aux statisticiens de l'entourage présidentiel.

Il apostrophe d'abord M. Sarkozy et ses conseillers au sujet

de la question faussement naïve qu'ils se posent : au nom de quoi le dimanche ? Il leur montre que d'une réflexion multiséculaire, judaïque, romaine, puis chrétienne, la France a hérité du repos hebdomadaire, « ce marqueur qui rythme nos vies comme le jour et la nuit, les saisons et les années » et qui rappelle à tous que le travail, pas plus que l'argent, ne fait le bonheur. Preuve que la religion concourt au bien de l'homme : dès la Bible, le repos hebdomadaire est en relation explicite avec la libération de la servitude vécue en Égypte, référence à retener quand le travail tend à devenir un absolu asservissant l'homme d'aujourd'hui.

Le sens de la vie

Catastrophe culturelle et sociale, la disparition du dimanche relèguerait le repos, du droit qu'il est encore, à un besoin dont on devrait se justifier... Et cette manière de ne considérer que la dimension économique de l'homme serait l'occasion d'une fuite en avant qui accentuerait

la dissolution de notre société, car seuls les puissants et les forts échapperaient aux rythmes infernaux, et profiteraient de l'ouverture des magasins tout le temps pour se distraire et consommer à leur convenance, tandis que les plus humbles ne verraient que rarement leur famille et ne croiseraient que par hasard leurs voisins.

Car Michel Fauquier ne se berce d'aucune illusion sur le volontariat. La pression patronale, le qu'en dira-t-on, la jalousie des collègues, tout concourra à user la résistance des plus hostiles au travail le dimanche, que déjà la télévision aux ordres s'arrange à montrer comme une "chance" pour les employés, dont seuls les syndicats ne voudraient pas ! Ce gros mensonge, M. Sarkozy peut-il l'avalier ?

Le petit livre de Michel Fauquier s'élève en fait à l'essentiel : « En remplissant le dimanche de ce bruit et de cette activité qui règnent déjà presque partout en maîtres, vous reculerez, dit-il au président, le moment où nos concitoyens se poseront la ques-

américain. « Dans cette optique, la guerre contre le terrorisme islamiste ne serait en réalité que le paravent d'une guerre contre les puissances eurasiatiques, dont le 11 Septembre aura été l'accélérateur : la Chine comme cible, la Russie comme enjeu. »

Qu'un esprit scientifique aussi averti des intérêts qui tirent les ficelles, ait été amené à chercher des explications hors des sentiers de la vérité officielle, et à s'interroger, sans en tirer de conclusions, sur le rôle qu'auraient pu jouer certains services américains ou israéliens, voilà qui dérange ! Il expose la possibilité d'une explication qui lui paraît, a-t-il écrit « ne pas manquer d'arguments, à défaut de forcément convaincre ». Cela suffit à constituer un délit pour la police de la pensée... et pour M. Morin.

Aymeric Chauprade ne baissera pas les bras. D'ores et déjà il porte plainte contre le ministre, accusant celui-ci d'avoir « commis un acte de discrimination au sens des dispositions des articles 225-1 et 225-2 du Code Pénal qui punit de trois ans de prison le fait de sanctionner autrui pour ses idées ». De nombreux officiers qu'il a formés entendent le soutenir dans le combat qu'il entreprend sereinement, mais fermement : « J'ai désormais les mains libres pour m'exprimer. Le petit clan qui, au cœur de la Défense défend des intérêts étrangers, essentiellement américains, va devoir s'inquiéter », déclare-t-il sur le site de Secret Défense. Affaire à suivre...

MICHEL FROMENTOUX

tion du sens de leur vie. » Sans compter que croire ainsi "relancer la croissance" est un leurre, car où les consommateurs trouveront-ils en ces temps de crise de l'argent supplémentaire pour acheter un jour de plus, sinon en recourant au crédit et en fonçant les yeux fermés dans les soucis de surendettement ?



Cette supplique au chef de l'État d'un électeur qui n'a pas envie de se laisser tromper, réussira-t-elle à empêcher le grand pas qui se prépare vers un monde qui ne serait plus guère humain ? Il est à craindre que M. Sarkozy travaille trop pour avoir le temps de la lire. Reste que nombre de Français, l'ayant lue, se préparent à prendre l'étendard dès qu'il le faudra.

M.F.

* Éditions Tempora (11 rue du Bastion Saint-François 66000 Perpignan), 96 pages, 9,90 euros.

UNION EUROPÉENNE

Les Suisses courbent l'échine

À l'issue du référendum du 8 février, une majorité confortable approuve la reconduction des accords de libre circulation conclus avec l'UE. En dépit de quelques inquiétudes, ils sont étendus à la Roumanie et à la Bulgarie.

La Suisse et l'Union européenne, c'est un feuilleté un brin convenu, qui échauffe les esprits au gré des consultations populaires. Cultivant opiniâtrement sa singularité, la Confédération entretient avec l'UE des relations fondées sur une série d'accords dits bilatéraux. Ce laborieux arrangement, conclu il y a une dizaine d'années, a été soumis le 8 février à la pesée de la démocratie semi-directe.

Bilatéralisme

Les citoyens suisses devaient se prononcer ce jour-là sur la prorogation d'un accord bilatéral réglant la libre circulation des personnes et, par conséquent, l'extension de cet accord aux deux nouveaux membres de l'UE, la Bulgarie et la Roumanie. C'est ce dernier point, juridiquement lié à l'ensemble, qui a nourri la polémique, avec en toile de fond une solide prévention à l'égard des Roms. Finalement, la reconduction de cet accord et son extension aux deux nouveaux pays membres, le tout faisant l'objet d'un seul vote, ont été approuvées à la majorité confortable de 59,6 % ; seuls trois cantons allemandiques et le Tessin ont opté pour le "non". Une crise majeure entre Berne et Bruxelles a ainsi été évitée.

Il faut dire qu'une large coalition allant des socialistes à la droite libérale, des milieux syn-



Le "oui" l'a emporté en dépit des inquiétudes relayées par la campagne de l'UDC.

dicaux aux organisations patronales, militait pour le "oui". Même l'organe de la Ligue vaudoise, *La Nation*, s'était prononcé en faveur de la prorogation de l'accord bilatéral, qui n'était combattue, certes vigoureusement, que par la droite blochérienne et une infime partie de la gauche syndicale et altermondialiste. Le tout récent conseiller fédéral Ueli Maurer, notoirement hostile à la libre circulation des personnes, s'est montré fort discret pendant la campagne, afin de ménager la cohésion gouvernementale.

Le vote du peuple suisse assure, sinon des relations sereines entre la Confédération et l'UE, du moins le maintien d'un cadre juridique éprouvé. Mais que faut-il entendre par relations bilatérales ? Selon la diplomatie com-

merciale résultant de la mondialisation, l'Union européenne constitue une seule entité. Lorsque des intérêts économiques sont en jeu, c'est la Commission de Bruxelles qui négocie au nom des Vingt-Sept, en l'occurrence avec la Suisse ; les accords conclus doivent ensuite être ratifiés par chaque État membre de l'UE.

Depuis le rejet par le peuple suisse, en 1992, de l'Espace économique européen, éphémère substitut à une adhésion à l'UE, le Conseil fédéral emprunte la voie bilatérale pour régler ses relations avec l'Union. Suivant cette procédure, la Suisse a signé en 1999 sept accords portant sur la libre circulation des personnes (des travailleurs), l'agriculture, les transports terrestres et aériens, la recherche, les marchés

publics et les obstacles techniques au commerce. Entrés en vigueur en 2002, ces accords permettent à la Suisse d'accéder au marché intérieur européen, la réciprocité étant évidemment admise. Sans trop de difficultés, ces accords ont pu être adaptés à l'élargissement de l'UE à vingt-cinq membres en 2004. En revanche, l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie, en janvier 2007, a soulevé dans une partie de l'opinion helvétique de fortes oppositions, intensifiées par le climat de crise économique, les comités référendaires invoquant notamment les risques de *dumping* salarial et d'accroissement du chômage ou encore le "potentiel criminel" des Roms.

En attendant la Turquie

Le 8 février, ces craintes ont pesé moins lourd que la peur de l'inconnu, car un rejet de la libre circulation aurait rendu caducs les six autres accords bilatéraux. Or, si l'Union européenne trouve son compte dans cet arrangement, les alliances bilatérales présentent d'indéniables avantages pour la Suisse, qui, dans un vaste champ d'activités, bénéficie des possibilités offertes aux États membres tout en préservant une souveraineté formelle.

Pour autant, l'horizon n'est pas totalement dégagé. Le secret bancaire et la fiscalité helvétiques restent des sujets sensibles, particulièrement en Allemagne. Et, à plus long terme, l'élargissement prévisible de l'Union européenne aux pays de l'ex-Yougoslavie (la Croatie en 2011), à l'Albanie, voire la Turquie, ne manquera pas de mobiliser à nouveau les irréductibles eurosceptiques de Suisse. Même si ces Neinsager viennent de subir un sérieux revers.

GUY C. MENUSIER

BELGIQUE
Rappel à l'ordre

« *Rastreint valet !* » C'est une expression wallonne bien connue. Elle équivaut à enjoindre celui auquel on s'adresse à baisser son caquet.



Pour l'heure, celui qui est visé est Didier Reynders, le ministre des Finances. Il a occupé le devant de la scène, il fut "le ministre des banques" en gênant la vente de Fortis à la BNP. On craignait la réaction des actionnaires qui s'estimaient floués. Avant qu'ils se prononcent, pour peser sur leur vote, on tenta de jeter dans la balance 125 millions d'euros appartenant à l'État. En parfaite illégalité. Le fait a été révélé. L'opposition a exigé la tête du ministre. La majorité a refusé mais a soutenu Didier Reynders à peu près comme la corde soutient le pendu.

S'il en est ainsi, c'est parce qu'en tombant il aurait entraîné dans sa chute le gouvernement tout entier. La raison d'État ne l'autorisait pas. Pas pour l'instant. On verra ce qu'il adviendra à la prochaine échéance électorale, les régionales prévues en juin. En attendant, en dépit de tous les efforts, les actionnaires de Fortis ont voté contre la cession à la BNP. L'échec est cuisant et le dossier Fortis béant.

CHARLES-HENRI BRIGNAC

» DÉSAMOUR

Le torchon brûle entre Paris et Prague. Interrogé par *Euractiv* le 11 février, Lukas Macek, directeur de Sciences Po Dijon, ne se souvient pas, « au moins dans un passé récent », d'une passation de pouvoir « aussi controversée » en Europe, « entourée d'autant de débats, de doutes, de méfiances ». Il perçoit « une volonté délibérée de mettre en valeur la présidence française en montrant du doigt les défaillances des Tchèques ». L'intervention télévisée de Nicolas Sarkozy a mis le feu aux poudres le 5 février : « *Qu'on crée une usine Renault en Inde pour vendre des Renault aux Indiens est justifié. Mais qu'on crée une usine en Tchéquie pour vendre des voitures en France, ce n'est pas justifié.* » Aussitôt, le Premier ministre tchèque Mirek Topolánek, président en exercice du Conseil européen, a stigmatisé les velléités protectionnistes de la France. Le 11 février, le président Vaclav Klaus prêtait à son homologue français l'ambition de « *rester un président permanent* » de l'Union ; au

cours d'un débat organisée à Paris par la revue *Foreign Policy*, il aurait également affirmé, selon *Euractiv*, qu'il était inutile « *d'être hyperactif et d'organiser un sommet européen tous les week-ends* ».

Allusion, peut-être, aux appels répétés du chef de l'État en faveur de la convocation d'un sommet extraordinaire consacré à la crise économique. La Tchéquie a finalement obtempéré le 9 février. Jean Quatremer s'interroge sur son blog : « *On peut se demander si la sortie de Sarkozy, [...] contre les délocalisations [...] n'a pas aidé le gouvernement libéral de Topolánek à prendre conscience que l'inaction risquait de déboucher sur des mesures protectionnistes dont risquaient de souffrir les pays plus faibles. Ce n'est pas un hasard [s'il] a souligné, aujourd'hui [le 9 février], qu'il était "persuadé que, de même que nous sommes tous concernés par la crise, nous n'en sortirons plus forts que si nous agissons de concert et respectons les règles du marché intérieur, ce dernier étant l'outil à long terme qui nous permettra de surmonter la*

crise". Même pour un gouvernement eurosceptique et très libéral, la régulation européenne a finalement ses mérites... » L'UE est pleine de paradoxes !

» ITINÉRAIRE

Le Néerlandais Jaap De Hoop Scheffer serait pressenti pour devenir le Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, selon *Euractiv*. En cas de ratification du traité de Lisbonne, ce poste résulterait de la fusion des fonctions de commissaire en charge des Relations extérieures et de Haut Représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC). La seconde responsabilité, introduite par le traité d'Amsterdam, est confiée depuis octobre 1999 à l'Espagnol Javier Solana, qui était auparavant secrétaire général de l'OTAN... comme son successeur potentiel aujourd'hui. S'agit-il d'un passage obligé pour accéder à la tête de la diplomatie européenne embryonnaire ? De toute façon, son développement serait inconcevable en marge du partenariat transatlantique.

» INFLUENCE

« *En Europe, seuls les Britanniques et les Allemands savent réellement utiliser les think tanks.* » Selon *Euractiv*, c'est la conclusion qui s'impose à la lecture d'un ouvrage de Stephen Boucher et Martine Royo consacré aux « *cerveaux de la guerre des idées* » (Le Félin, février 2009, 157 p., 13,90 euros) C'est aussi l'illustration d'une différence culturelle qui nous dessert à Bruxelles. Les négligences de la France à l'égard du Parlement européen - certes méprisables à bien des égards ! - participent vraisemblablement du même phénomène.

» BOYCOTT

L'organisation des élections européennes s'annonce laborieuse en Belgique. Contestant un redécoupage électoral découlant d'une réforme de 2003, plusieurs municipalités flamandes menacent de boycotter le scrutin. Néerlandophones et francophones s'affrontent sur la circonscription de Bruxelles-Halle-Vilvorde (BHV), les premiers s'es-

timant lésés au profit des seconds. Ils sont d'autant plus résolus que la Cour constitutionnelle belge aurait tranché en leur faveur, sans préciser comment résoudre le problème. Or, les gouvernements fédéraux successifs se sont montrés incapables de trouver une solution. Encore une impasse...

» SOUVERAINISME

Le Bureau du Parlement européen a donné son agrément à Libertas : reconnu officiellement comme un parti européen, il recevra 202 823 euros pour mener sa campagne en vue des élections de juin prochain. Fondé par Declan Ganley, "champion" du non irlandais, il est soutenu en France par Philippe de Villiers et Paul-Marie Coûteaux. Sous sa bannière, ceux-ci devraient présenter des listes communes avec les représentants de Chasse, Pêche, Nature et Tradition (CPNT). Des retrouvailles, en quelque sorte : Paul-Marie Coûteaux avait siégé à leurs côtés au cours de l'avant-dernière législature.

GRÉGOIRE DUBOST

LE CAS BARGHOUTI

Marwan Barghouti est le plus populaire des chefs du Fatah (parti du président Mahmoud Abbas), et peut-être même de tous les *leaders* palestiniens. Il a été condamné à perpétuité par les tribunaux israéliens à cinq reprises, et donc emprisonné par l'État hébreu. On n'ignore pas en Israël que, tôt ou tard, il sera le chef d'un État palestinien indépendant. Une sorte de Mandela palestinien, mais jeune et plein d'élan. On lui réserve, selon certaines sources, un traitement particulier en prison. Otage et prisonnier, mais aussi futur interlocuteur. Sa libération, d'une exceptionnelle importance, serait au cœur des tractations. Si elle intervenait, il deviendrait sans doute président de la Palestine dès cette année. Le Caire, Riyad, Amman et même Washington plaideraient en sa faveur. Mais sa libération par suite d'une négociation avec le Hamas - qu'il réclame - serait un cadeau formidable offert à ce dernier. Or, c'est le Hamas qui détient le soldat israélien Shalit, seule monnaie d'échange contre Barghouti. Voilà un cas très particulier qui complique singulièrement, et de manière très orientale, les contacts et négociations en cours. Peut-être Le Caire jouera-t-il finalement les intermédiaires : les deux "vedettes" seraient livrées aux Égyptiens qui les rendraient à leur pays. Lee sort de plusieurs centaines d'autres prisonniers serait réglé en même temps.

P.N.

□ **PROCHE-ORIENT**

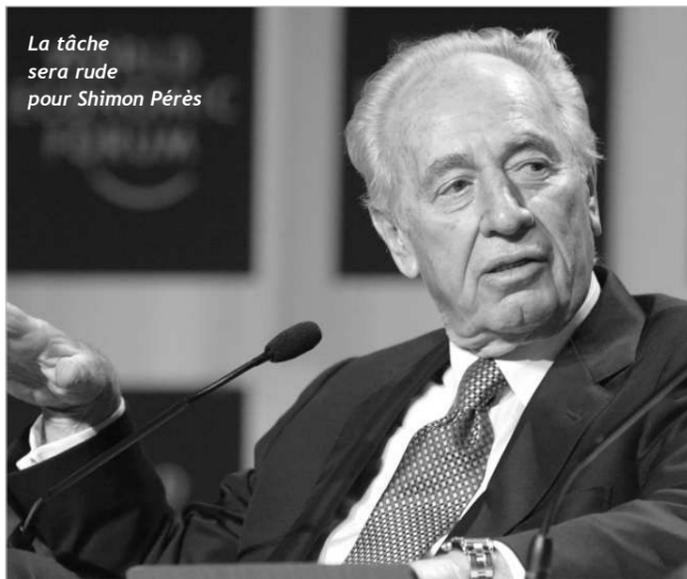
Incertitudes israéliennes

À l'issue des élections législatives, il sera difficile de dégager une majorité stable. En attendant la désignation du nouveau gouvernement, le Premier ministre sortant pourrait tout de même négocier une trêve avec le Hamas.

Les électeurs israéliens viennent de renouveler la Knesset. La représentation proportionnelle et le nombre élevé de formations politiques - plus d'une trentaine ! - rendent la nouvelle Chambre aussi difficilement gouvernable que la précédente. Il faudra des semaines de tractations pour dégager une fragile majorité.

Virage à droite

Comme prévu, le Likoud dirigé par l'ancien Premier ministre Benyamin Netanyahu progresse de manière spectaculaire : vingt-sept sièges sur cent vingt au lieu de douze précédemment. Mais c'est le parti "centriste" de Tzipi Livni, ministre des Affaires étrangères, qui arrive en tête avec vingt-huit sièges, soit un de moins. L'un et l'autre crient victoire et se posent en futur chef de l'exécutif. Netanyahu semble mieux placé : son parti et les formations de droite sont majoritaires. Israël Beytenou ("Israël notre maison"), dirigé par Avigdor Liberman, soutenu particulièrement par les Israéliens russophones, a fortement progressé, avec quinze sièges au lieu de onze. Il se trouve plus ou moins en position d'arbitre. Mais ses orientations (laïques, ultranationalistes, quasi racistes et socialisantes) ne sont pas en phase avec celles du Likoud sur le plan social, ni avec celles de la droite



La tâche sera rude pour Shimon Pérès

religieuse sur la laïcité. Le parti réclame un Poutine, symbole de l'homme fort, à qui Liberman voudrait s'identifier. Opportuniste et ambitieux, celui-ci pourrait aussi former une étrange coalition avec Kadima et les travaillistes d'Ehud Barak, en perte de vitesse avec treize sièges au lieu de dix-huit. Il incombe au chef de l'État, Shimon Pérès, de démêler la situation. Après la proclamation officielle des résultats, il aura une semaine pour désigner la personnalité chargée de former le gouvernement. Sans doute Nétanyahou ou, moins probablement selon la presse locale, M^{me} Livni. En cas d'échec, le président pourra nom-

mer un second formateur, puis un troisième, avant de convoquer, si nécessaire, de nouvelles élections. Afin d'assurer une certaine stabilité, une "grande coalition" autour des trois, voire quatre formations arrivées en tête, serait souhaitable. C'est l'avis de l'allié et protecteur américain, que Tel Aviv ne peut ignorer. Le futur gouvernement devra définir une ligne claire face aux problèmes qui s'amoncellent : la création d'un État palestinien, les relations avec les États arabes, le nucléaire iranien considéré comme une menace, la crise de Gaza, la tension avec le Hezbollah libanais... Sans parler d'une situation économique

et sociale intérieure qui ne cesse de se dégrader à vive allure. Les partis politiques (et religieux) versent dans la surenchère, parfois dérisoire.

Les États arabes avec à leur tête l'Égypte, les États-Unis et les pays européens sont pressés de provoquer une vraie détente, le déclenchement d'un nouveau processus de paix dans la région. Paradoxalement, les incertitudes actuelles pourraient profiter aux négociations : Ehud Olmert, le Premier ministre sortant, quitte la scène politique ; il a les mains plus libres pour conclure une trêve sérieuse avec le Hamas. Ce dernier, en violant le cessez-le-feu et en continuant à tirer des roquettes dans les jours précédant le scrutin, a favorisé délibérément la progression de la droite extrémiste. L'Égypte, soutenu par les États-Unis et la France, voudrait obtenir une trêve de longue durée. On l'espérait au Caire pour ce week-end ou le début de la semaine ouverte ce 16 février.

Léger espoir

Le Premier ministre Olmert se montre exigeant, mais il a tout intérêt à obtenir un accord. Son cabinet de sécurité et le chef du Likoud pourront l'approuver, quitte à l'accuser par la suite si la trêve n'est pas respectée. Une fois celle-ci conclue - la paix provisoire contre une ouverture contrôlée des frontières avec Gaza -, il faudra s'attaquer au problème des prisonniers. Autre affaire sérieuse qui nécessite, cette fois, un gouvernement de coalition du côté.. palestinien. Le Caire travaille également à sa formation. Incertitude politique en Israël, donc, mais léger, très léger espoir de progrès dans la crise palestinienne.

PASCAL NARI

Sous les pavés, la plage. Ce fut la plus poétique des images de mai 68. Étrangement c'est à elle que je songe à la lecture du *Périple en Turquie chrétienne* signé par Sébastien de Courtois ¹. C'est un beau livre. Il allie l'érudition, le style et l'émotion. Les "pavés" figurent la Turquie ottomane, celle ensuite des Jeunes Turcs, puis le kémalisme, qui recouvrent la "plage", évocation d'une Turquie avant la Turquie, une Turquie chrétienne évanouie, persécutée dans ses dernières survivances.

Jour de deuil

Le premier chapitre s'intitule *Funérailles*, en référence à celles de Hrant Dink, "la voix de l'Arménie". Il fut assassiné en janvier 2007, devant l'immeuble du journal don il était le directeur. « *Enquêter en Turquie sur les chrétiens, c'est entrer - hélas - dans un univers de peur et d'angoisse. Les voix se font discrètes, basses et conspiratrices.* »

Je me trouvais en Turquie un peu plus d'un mois avant le mort de Hrant Dink. J'avais demandé à le voir. Il n'était pas à Istanbul. J'ai rencontré Hayko Bagdat. Son

□ **LIVRE**

Voyage en Turquie chrétienne

Sébastien de Courtois nous entraîne « sur les sentiers de la mémoire » à travers une illustration vivante de l'histoire.

émission à *Yaçan Radio* traitant de la culture arménienne était la première depuis six ans. Ses propos recoupaient entièrement ceux de Dink rapportés par Sébastien de Courtois. Lui non plus ne l'a pas rencontré. Mais il l'accompagna à l'heure de l'adieu.

Le livre est plein d'annotations qui apportent de la couleur et de la signification. Ainsi ce jeune Arménien qui raconte à l'auteur ce qui a le plus surpris les Turcs : « *Voir les semelles percées de Dink lorsque son corps reposait sur le trottoir glacé ! Tu te rends compte, les clichés durent, "ils" nous croient riches...* »

Les courants qui déchirent la Turquie s'entrechoquent. Dink était persécuté par la "loi" et haï. Sa mort brutale suscita pourtant une émotion réelle. Le nationalisme pur et dur recourt à des meurtres mais, ici et là, on re-

lève un frémissement tendant à reconnaître des massacres, à défaut d'un génocide des Arméniens. Comme le confiait Hayko Bagdat, « *la communauté arménienne essaie de se rendre invisible* ».

Un prêtre ?

Tout au long du livre si prenant, je retrouve mon propre parcours. Avec le patriarche Bartholomée j'ai évoqué le grand séminaire orthodoxe de Halki, une des neuf îles du Prince dans la mer de Marmara. L'ayant fermé dans les années soixante-dix, le pouvoir - kémaliste ou islamique - ne songe pas à le rouvrir. L'orphelinat de Bebek accueillait des pensionnaires qui furent expulsées manu militari. Le nonce apostolique me conta comment les lieux firent ensuite le bonheur des promoteurs immobiliers.

Sébastien de Courtois parle de sa rencontre avec un prêtre catholique d'Ankara, officiant dans l'ancienne chancellerie de France sise au pied des vestiges imposants de l'ancienne citadelle, avec son entrelac de ruelles aux pavés inégaux. Un prêtre ? Le seul prêtre d'Ankara. « *Greco, Arméniens et même Syriques, je baptise et j'enterre tout le monde sans distinction. Je suis Paul au milieu des Galates !* » À cette évocation répond celle de ma visite à un monastère des environs de Mardin. C'était en 1987. Il était encore habité par trois moines à la foi plus établie que la jeunesse. Y a-t-il dit encore une présence vivante sous ces voûtes séculaires ?

Sans aucune agressivité mais avec tristesse, le livre s'émaille du martyrologe au fil des siècles - jusqu'à nos jours - des chrétiens, de l'évanouissement de leur pré-



sence et de la foi dont ils témoignent. Mais on le recommande aussi et surtout pour sa valeur d'illustration de l'histoire et des sites visités. Ce *Périple en Turquie chrétienne* est une bible du voyageur cultivé et curieux. Avec l'auteur, engagez-vous comme il le dit si joliment « *sur les sentiers de la mémoire* ».

CHARLES-HENRI BRIGNAC

¹ - Sébastien de Courtois : *Périple en Turquie chrétienne*. Presses de la Renaissance, 270 p., 18,50 euros.

COMPÉTITION MONDIALE

Obama, l'Afrique et l'Europe

Dans la grande affaire du siècle que semble être la compétition entre la Chine et les États-Unis, le continent noir, auparavant négligé par ceux-ci, est appelé à jouer un rôle essentiel. Au détriment de l'Europe... et de la France.

L'Afrique n'a jamais constitué, au fil de l'histoire, la grande préoccupation américaine. Tour à tour les autres espaces ont pu constituer un champ privilégié : l'Europe avec ses guerres mondiales ; les Amériques du Nord et du Sud avec la "doctrine Monroe" ; l'Amérique du Nord avec l'Aléna (Accord de libre-échange nord-américain) ; l'empire soviétique au temps de la Guerre froide et, bien sûr, l'Asie avec demain la Chine comme horizon peut-être indépassable.

Les pesanteurs du passé

Certes depuis la Seconde Guerre mondiale l'Amérique était présente en Afrique, moins pour y affirmer une vocation originale que pour y contenir ou équilibrer les présences d'autres puissances ; notamment en Afrique subsaharienne. Toutefois, avec la mondialisation, et tout particulièrement avec celle du terrorisme, le champ de bataille s'est élargi aux dimensions de la planète et a conduit l'Amérique à y inclure, à part entière, l'Afrique.

Alors que les États-Unis y montaient en puissance, drapés dans un étendard pur de tout relent colonialiste, la France et l'Europe se trouvaient dans cette position singulièrement inconfortable de devoir assumer un passé moralement contrasté, tout en étant



L'engouement pour Barack Obama semble immense, autant (sinon plus !) dans l'Afrique francophone que dans l'Afrique anglophone.

dans l'obligation d'assumer des responsabilités. Chaque pays européen devait redéfinir sa relation à l'Afrique et plus encore les pays d'Europe centrale et orientale après l'effondrement soviétique qui les avait coupés de tout lien avec le continent noir.

Ce fut la raison d'être du Partenariat eurafricain : construire une relation modernisée entre l'Afrique et l'Europe et, bien entendu, placer la France en position de trait d'union privilégié. Ce patient travail risque de subir un rude coup avec l'élection

de Barack Obama. Celui-ci, en effet, est fils de l'Afrique, et certains pensent même que l'électorat blanc lui a été d'autant mieux acquis qu'il n'était pas issu des ghettos noirs américains. Paradoxalement, son origine africaine aurait engendré d'autant moins de préjugés que 40 % des immigrés d'Afrique vers les États-Unis sont diplômés de l'enseignement supérieur. Obama est-il le chef dont l'empire américain avait besoin ? Peut-être, à l'heure où la grande affaire du siècle semble être la compétition Chine

- États-Unis, où le continent noir sera un allié nécessaire pour ceux-ci. Déjà, en Afrique, l'effet Obama est ravageur. Les correspondants du Partenariat eurafricain rassemblent des témoignages qui viennent du Sénégal, du Burkina Faso ou du Cameroun, pour ne prendre que des exemples dans les pays d'Afrique francophone. La presse africaine subsaharienne orchestre l'obamania et l'Union des Canadiens d'origine africaine célèbre l'événement comme sa propre victoire.

Bush et Obama

L'Amérique "nationaliste" et WASP (White Anglo-Saxon Protestant) du George-W. Bush cède la place à l'Amérique "mondialisée" de Barack Obama. Mais c'est toujours l'Amérique, avec cette fois une alliance africaine qui lui semble durablement acquise. Sans doute au détriment de la Chine, mais aussi de l'Europe... et de la France.

En effet, tous les renseignements concordent : l'engouement pour Obama semble immense, autant (sinon plus !) dans l'Afrique francophone que dans l'Afrique anglophone. C'est le moment de se souvenir d'une affirmation faite, il y a quelques années par Yasser Hawary, directeur de la remarquable revue Arabie. Il y montrait que la France était, immédiatement après le reflux soviétique, dans la position du seul contrepoids à la présence américaine en Afrique. Il est vrai que c'était avant la montée en puissance des Chinois. Néanmoins, la remarque reste partiellement vraie. Mais la France a-t-elle aujourd'hui les moyens de jouer ce rôle de "challenger" ? Et sinon, comment les retrouver ?

MICHEL FERLENS

La France toujours en guerre

La mort d'un officier en Afghanistan a enflammé l'armée le 11 février. Âgé de quarante-cinq ans, marié et père de deux filles, le capitaine Sonzogni était « une figure légendaire de son régiment » selon Jean-Dominique Merchet. Appartenant au 35^e régiment d'Artillerie parachutiste (RAP), il était engagé dans une "opération mentoring liaison team" (OMLT) afin d'encadrer l'armée afghane. Il participait à une patrouille motorisée au sud de Kaboul quand survint une embuscade vers 12 h 30 (heure locale). En dépit d'un renfort aérien, les combats ont duré jusqu'à la mi-journée. Un interprète afghan a lui aussi été tué, tandis qu'un brigadier-chef du 35^e RAP serait très grièvement blessé.

Ce drame porte à vingt-six le nombre de Français tués en Afghanistan. « Loin, très loin de ceux d'entre nous qui s'inquiètent de leur pouvoir d'achat [...], il y a ceux qui ont fait le choix de tout donner » observe Noam, un commentateur du blog *Secret Défense*. On ne manquera pas de s'interroger sur leur sacrifice, consenti sur un terrain abandonné par l'Armée Rouge il y a tout juste vingt ans ce 15 février. Aussi douloureux soit-il, ce tribut est moindre que celui payé par nos alliés anglo-saxons : il représente moins de 3 % des pertes totales, 1 075 hommes depuis octobre 2001.

G.D.

* Sources : <http://secretdefense.blogs.liberation.fr>

Finie le pacifisme de la campagne ! Les déclarations du président Obama en témoignent : « Il nous faut une armée moderne afin que nous demeurions partout à l'offensive de Djibouti à Kandahar. » Finies, également, les arguties interminables sur le retrait de Bagdad : l'Irak, c'est presque du passé ; désormais, « c'est en Afghanistan que nous devons lutter ». Pourtant, tout s'y acharne contre l'étranger : la nature, les mentalités, la religion - la guérilla. En 2008, l'Amérique a perdu là-bas 151 soldats. Et 2009 promet d'être plus sanglante. Les 32 000 GI's ne suffisent plus. Le général David McKiernan, a demandé 30 000 hommes en renfort. Il les aura.

Les leçons tirées de Bagdad ne sont pas valables à Kaboul. L'Afghanistan est un monde à part, secret, insaisissable... L'Irak présente des villes tentaculaires absorbant les trois quarts de la population. Lorsqu'en 2007 le général David Petraeus reçut cinq brigades supplémentaires, il les déploya dans ces énormes réservoirs humains, le seul champ de bataille possible, vivier naturel d'Al Qaeda. Une chance pour les Américains : leur matériel et leur

AFGHANISTAN

Une affaire américaine

À peine tirés du borbier irakien, les États-Unis redoublent d'efforts sur le théâtre afghan. Le défi s'annonce beaucoup plus difficile à relever.

mobilité firent chuter la violence de 80 %. Scénario inimaginable en Afghanistan, où plus de 60 % des habitants vivent dans des hameaux ; la guerre est partout. L'armée afghane, aussi, devrait être partout. Or, alors qu'en Irak 500 000 soldats et policiers quadrillent plus ou moins le pays, en Afghanistan, 70 000 hommes à peine n'ont, bien souvent, de soldats que l'uniforme. Il leur manque une structure, des officiers, un entraînement. On songe à doubler les effectifs. Mais ils ne seront opérationnels que dans cinq ans.

À ces différences majeures s'ajoutent d'autres dissemblances. Les frontières de l'Irak sont verrouillées, celles de l'Afghanistan d'une alarmante porosité. On est parvenu à contrôler les infiltrations de maquisards et les trafics d'armes en provenance de Syrie et d'Irak alors qu'il s'avère tou-

jours impossible d'empêcher les talibans et les militants d'Al Qaeda de se servir des zones tribales à l'Ouest du Pakistan comme d'une immense base arrière. Menace permanente et véritable casse-tête pour les alliés.

État figurant

Autre contraste : l'État irakien est autoritaire et centralisé ; celui d'Afghanistan, arbitral et régionalisé. L'un devait gérer fermement les heurts entre sunnites et chiites, l'autre prévenir simplement les tensions entre les autonomies ethniques. L'Irak attisa ses forces centripètes, l'Afghanistan canalisa ses forces centrifuges. Résultat : en Irak, le gouvernement est un administrateur ; en Afghanistan, un figurant. Ce contraste se retrouve dans l'organisation de l'islam : structuré

en Irak, éclaté en Afghanistan. Cette fragmentation complique la tâche des alliés.

En outre, quatre vieux cancers rongent le pays. La corruption règne en maître : le fonctionnaire est un homme de combines et de pots-de-vin ; son salaire étant dérisoire, il se paie sur le peuple... Plus on monte à l'échelle sociale, plus ce mal devient dévorant. Et plus les talibans en profitent. L'Afghanistan souffre ensuite de l'inexpérience de sa population. Vieille terre de tradition orale, il compte 80 % d'illettrés et 50 % de chômeurs. On y chercherait en vain des ressources pour diriger, administrer, planifier. Or, la contre-guérilla, c'est aussi une question de développement. Autre cancer, encore plus mortel : la culture ancestrale de pavot atteint des proportions astronomiques. Les paysans ru-



goux et madrés fournissent 93 % de l'opium mondial : 4 milliards de dollars raflés aux trois quarts par Al Qaeda. Enfin, l'insécurité est flagrante : les talibans campent d'une façon plus ou moins permanente sur les trois quarts du territoire, où ils ont déposé l'an dernier près de 6 300 mines.

D'où une récente décision de Washington : la guerre sera désormais une affaire américaine. Les alliés de l'OTAN assureront deux missions annexes : veiller au développement dans les zones rurales et à la formation des recrues dans les casernes.

De notre correspondant aux États-Unis
PHILIPPE MAINE

□ CINÉMA

Thriller historique politiquement incorrect

À l'occasion de la sortie du film *Walkyrie*, retraçant le déroulement du complot du 20 juillet 1944 contre Hitler, nous avons interrogé Asa Vahista, auteur d'un mémoire de Master en sciences humaines et sociales de l'université franco-allemande sur la noblesse allemande dans la résistance contre le national-socialisme.

SUSPENSE PERMANENT



Le film *Walkyrie* de Bryan Singer sorti le 28 janvier est une bonne surprise à plus d'un titre. Sur le plan historique, il réussit à rendre parfaitement intelligible le déroulement du complot du 20 juillet 1944 contre Hitler.



Il en restitue également l'ampleur et la portée puisque les conjurés, malgré l'échec de l'attentat contre le Führer, purent un temps se rendre maîtres de Berlin et rallier à leur cause de nombreuses régions ou villes d'Europe occupées, notamment Paris.

Sur le plan moral, on peut aussi apprécier le portrait de ces officiers chevaleresques, pour une bonne part issus de la vieille aristocratie militaire, qui agissent en vertu de leur sens de l'honneur et de leur amour pour la patrie et non d'une quelconque idéologie. Parmi ces hommes, se tient au premier plan le colonel comte von Stauffenberg, l'âme du complot, dont la figure empreinte de noblesse et de détermination, est plutôt bien servie par un Tom Cruise manifestement inspiré.

Sur le plan esthétique, le réalisateur a choisi le genre du thriller pour traiter son sujet et il excelle dans l'art de maintenir sous pression un spectateur qui finit par oublier que la fin de l'histoire est hélas connue d'avance. Ainsi, chaque séquence fonctionne comme une relance permanente du suspense et chaque plan semble devoir sceller le destin du héros. Celui-ci échappe à mille périls par une série de petits miracles jusqu'à l'inéluctable tragédie finale. Il faut souhaiter, pour finir, que le succès de ce film auprès d'un large public participera à la remise en cause du manichéisme qui domine encore la vision de la Seconde Guerre mondiale, en rappelant que les résistants ne furent pas tous des hommes de gauche.

S.B.

L'Action Française 2000 - Qui est le colonel von Stauffenberg ? Asa Vahista - Claus Graf Schenk v. Stauffenberg est né le 15 novembre 1907 à Jettingen. Il est issu d'une famille de la petite noblesse chevaleresque et est l'arrière-arrière-petit-fils du maréchal v. Gneisenau. Sa famille proche compte plus d'un résistant, à commencer par son frère Berthold et son oncle maternel le comte Nikolaus v. Üxküll, mais aussi Yorck v. Wartenburg et César v. Hofacker, principal organisateur du 20 juillet à Paris.

Après des études secondaires particulièrement brillantes, il a décidé de s'engager dans l'armée, contre l'avis de ses parents qui voyaient d'un mauvais œil leur fils servir la république et bien qu'il fût de constitution relativement fragile, défaut qu'il compensait par une forte volonté. Pendant la guerre, il a servi dans des régiments prestigieux, puis en Afrique aussi bien qu'à l'Est, avant d'être nommé à l'état-major de réserve, suite à de très graves blessures reçues en Égypte. Dans cet emploi, il s'est également révélé un organisateur de génie.

L'AF2000 - Quelle a été l'évolution de son attitude à l'égard du régime national-socialiste ?

A.V. - Au début, Stauffenberg n'était pas franchement opposé à l'élection d'Hitler. On a même dit qu'il avait mené un joyeux cortège à travers les rues à cette oc-



Claus von Stauffenberg en compagnie de son épouse Nina

casion, ce qui relève de la légende. Cependant, on peut affirmer avec une relative certitude que Stauffenberg n'a jamais été national-socialiste. Certes, il partageait certains points de vue, voire certaines idées de la NSDAP, mais cela ne vaut pas adhésion. On peut aussi imaginer que, à l'instar de nombre d'officiers nobles, il ne pouvait vouloir pour chef d'État d'un caporal autrichien. Cela dit, malgré quelques contacts précoces avec la résistance militaire, alors qu'il était sur le front de l'Est, il a continué à servir son pays, disant qu'il voulait « *d'abord éradiquer la peste rouge avant de chasser le choléra brun* ». Il a cependant fini par se laisser convaincre que son devoir d'Alle-

mand était de s'attaquer au second avant tout. Il a alors rejoint d'autres officiers et pris la tête d'un mouvement initié par le colonel-général Beck qui visait à réunir les cercles d'opposition militaires et conservateurs (civils).

L'AF2000 - Quel rôle son catholicisme a-t-il joué dans sa décision de participer à un complot contre Hitler ?

A.V. - C'est une question à laquelle il est difficile de répondre, tant les motivations de Stauffenberg restent obscures (contrairement à celles d'autres résistants, connus pour leur piété). On sait de Stauffenberg qu'il était issu d'une famille catholique, et qu'il était pratiquant occasionnel. Sans

doute n'était-il pas un modèle de piété, mais il est clair que son éducation l'a marqué, *a fortiori* dans une Allemagne où l'identité catholique était très forte depuis les persécutions de Bismarck. Cet univers a dû faciliter son engagement contre un régime dont il avait pu voir les exactions à l'Est. Son catholicisme a pu aussi le rendre sensible aux prêches des cardinaux von Preysing et von Galen, deux opposants célèbres que seule la pourpre a protégés des balles (le second était le plus remarquable, puisque ses prêches présentaient le martyr comme un sujet d'actualité et qu'il a participé activement à l'élaboration de l'encyclique *Mit brennender Sorge* contre le nazisme).

L'AF2000 - À quelle mouvance politique peut-on le rattacher ? Quels sont ses liens avec la "révolution conservatrice" ?

A.V. - Encore une question difficile... Ce que l'on peut dire de Stauffenberg à cet égard relève surtout de son adhésion au cercle de Stefan George, un poète allemand à la croisée du symbolisme et du néoromantisme, esthète un peu décadent à ses débuts, devenu prophète nietzschéen de la guerre et de la dévastation qui réunissait autour de lui, dans une structure hiérarchisée, les disciples d'une Allemagne nouvelle, "sainte" et "secrète" qui serait dominée par une sorte d'aristocratie spirituelle. Ce groupe, qui peut, à certains égards, être rapproché de la "révolution conservatrice", a fourni les rangs du régime nazi comme ceux de la résistance, ce qui témoigne de la diversité des interprétations des thèses de ces mouvements et révèle la complexité du paysage politique allemand d'avant-guerre.

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE BLANCHONNET

□ PROMENADE LITTÉRAIRE

Tératologies lexicologiques

Avis aux apothicaires du langage ! Nous partons à la rencontre de monstruosité et autres curiosités du vocabulaire.

Mais, Monsieur, vous m'apportez là toute la collection des tératologies administratives ! Ainsi s'exprimait un très haut fonctionnaire de l'Éducation nationale, en des années déjà lointaines, accueillant un syndicaliste venu lui soumettre une série de cas pénibles et complexes. Certes "tératologie" est plus impressionnant que "monstruosité". Ma curiosité un peu sadomasochiste me porte vers les bizarreries de la langue française que je décore volontiers du nom de "tératologies lexicologiques". Et mon bon vieux dictionnaire, que Victor Hugo voulait coiffer d'un bonnet rouge, est plus que jamais prodigue d'étrangetés. Il y a celles que recèlent les poubelles pléthoriques de l'argot ou des parlers étrangers, intégrés selon le caprice d'une hospitalité inconsi-

dérée. Mais les plus savoureuses "tératologies" sont celles que me dispensent les héritages épars de la culture grecque, accommodée selon le caprice des personnalités savantes d'hier et d'aujourd'hui.

Une prédisposition enfantine et peut-être ancestrale me pousse à composer un herbier linguistique, un trésor de mots fallacieux et facétieux, étonnantes silhouettes qui hantent mes rêveries et parfois même mes songes nocturnes : une troupe folâtre appelée à danser une sorte de "french cancan"... Les noms de ces personnages dignes de la Comédie italienne de jadis nous procurent de petits jeux de société ou de délectation personnelle. J'ai ainsi été, au cours des ans passés, victime de "scrabble". Ce mot anglais pour désigner une activité grattouillante est passé chez nous

avec le sens de recherche patiente et même acharnée. Le mot est assez laid et me semblerait convenir à quelque insecte familier des lieux obscurs, du genre cafard ou apparenté.

Bizarrerie pour bizarrerie, je préférerais encore des vocables d'origine antique, indiscutablement français, fussent-ils obscurs. Je me plais à les vêtir - ou à les dévêtir - en divinités gréco-romaines. Je les regroupe sous forme de parentés alphabétiques et la lettre A réunit "alacrité", synonyme jovial d'"allégresse" et pépant comme un chant d'oiseau ; "alacrité" voisinerait avec "acrimonie" qui, au contraire, qualifie une irritation légère mais durable. Je regrette que l'on n'ait pas naturalisé "akribéa", qui en grec désignait une vertu d'exactitude exigeante de l'esprit.



Je m'attarde sur la progéniture linguistique des mots commençant par la lettre A. Et sauf peut-être "acrimonie", je les qualifierais volontiers avec l'adjectif "français". "AF" est une abréviation pour nous pleine de suggestions utiles ou nécessaires. Bon vieil apothicaire du langage, il m'arrive en maintes occasions d'hésiter entre le bocal d'"acrimonie" et le bocal d'"alacrité" pour composer une potion adaptée à l'état sanitaire de la nation dans les jours que nous vivons. Il me prend aussi parfois l'envie de parer un concours radiophonique ouvert à tous les lecteurs attirés par les secrets, mystères et curiosités thérapeutiques de la langue française. Pour les éternels enfants de France, la lexicologie sera toujours le lieu sacré de nos écoles buissonnières.

JEAN-BAPTISTE MORVAN

LES 400 ANS DU QUÉBEC

1701 : la Grande Paix de Montréal

Signé en 1701 par le Sieur de Callières et trente-neuf nations, ce traité mit fin aux guerres qui ponctuèrent le XVII^e siècle en Amérique du Nord. Fait unique dans l'histoire du Nouveau Continent, il autorisa la reprise du commerce et des expéditions, et marqua un tournant dans les relations franco-amérindiennes.

« **L**a civilisation espagnole a écrasé l'indien ; la civilisation anglaise l'a méprisé et négligé ; la civilisation française l'a étreint et chéri » selon Francis Parkman, historien américain. Suivant la volonté de Richelieu, les indiens convertis furent « réputés naturels Français » (Charte de la Compagnie des Cent Associés).

Un projet fou

Et tandis qu'en Virginie on achetait les premiers esclaves noirs, nous réussîmes le projet fou d'unir les nations d'Amérique sous l'œil bienfaiteur de Louis XIV. La guerre était pourtant une raison d'être pour les indiens, comme le souligne Yves Cazaux : « Le moindre traité [...] doit comporter une clause d'alliance contre les ennemis des contractants. La paix devient dès lors une cause de guerre. »

Le roi, le gouverneur ou chaque officier étant considéré comme un père, on entraînait dans une conception familiale d'alliances. S'il incarnait l'autorité pour les Français, le père représentait surtout la générosité protectrice pour les amérindiens. Le Moyné de Maricourt reçut en juillet 1700, à Montréal, six représentants de la Confédération iroquoise. Le gouverneur de Montréal, La Joncaire et le père Bruyas, un missionnaire, furent invités à ramener les prisonniers de leurs



Peinture célébrant la Grande Paix rue Duluth à Montréal

cantons. Il fallait concilier des tribus formulant des accusations réciproques : « [Les] Iroquois ayant attaqué dans leurs territoires de chasse des Miamis dont ils avaient tué plusieurs, ils n'avaient pas à se plaindre d'avoir à leur tour subi de justes représailles. » (Guenin, *La Nouvelle France*)

« L'orateur des cantons exposa brièvement que les Iroquois avaient renoncé à faire la guerre aux alliés des Français, et qu'ils étaient venus à Montréal malgré la défense du gouverneur anglais qui pouvait vouloir s'en venger. » (Guenin) Les indiens espéraient trouver dorénavant à Montréal ce

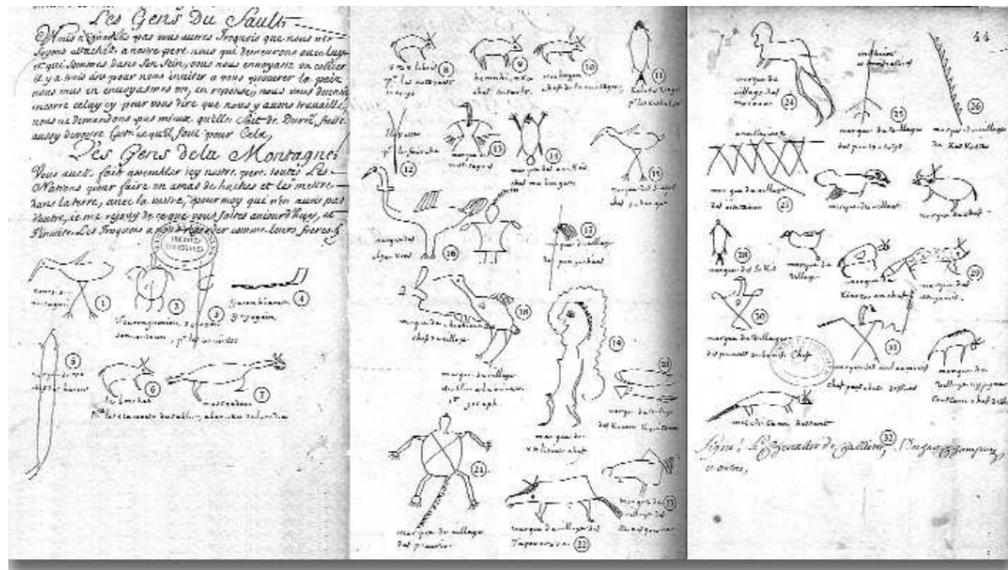
qu'ils n'obtiendraient plus des Anglais, vivres et armes. Tous acceptèrent officiellement les conditions de paix le 8 septembre 1700, annonçant le traité de l'année suivante. Au bas de l'acte figuraient les marques des nations signa-

verneurs, donnant ainsi le signal violent d'une fête de sauvages ; ceux-là seuls pouvaient regretter qu'il renouât un instant à la dignité de sa charge, qui ne comprenait pas la valeur sur l'esprit des indigènes d'une semblable manifestation. » (Lorin)

Le gouverneur et ses officiers, costumés, épatèrent leurs alliés amérindiens en pleine forêt, coupant un arbre, le taillant et construisant une cabane devant eux. « Un chef se leva un quart d'heure après le commencement de [la] chanson du calumet », raconte La Potherie. « Prenant une hache, il en frappa un poteau. Les musiciens se turent aussitôt. "J'ai tué quatre Iroquois il y a cinq ans à tel endroit", et, arrachant un bout de ce tabac, il le prit comme une médecine pour se faire l'esprit. Les musiciens applaudirent par des cris et un mouvement précipité de leurs gourdes [...]. Tant que le tabac dura, on ne manqua pas d'acteurs qui citèrent leurs beaux exploits. »

Le lendemain, une marée de canoës afflua à Ville-Marie, l'île de Montréal. Mille deux cents Peaux-Rouges, trente représentants nationaux furent accueillis au bruit du canon des grandes occasions, sous les cris de joie de la population, saluant la libération des captifs et l'arrivée de provisions. Le chef Huron Kondiaronk, dit Le Rat, très influent, déclara à M de Callières : « Notre père, tu nous vois auprès de ta natte [...]. Les chutes, les rapides et mille autres obstacles ne nous ont point paru si difficiles à surmonter par l'envie que nous

avons de te voir et de nous assembler ici. » Le gouverneur les remercia. Sans avoir le prestige de Frontenac, il « en possédait tout le solide, des vues droites, une fermeté toujours d'accord avec la raison, un grand sens,



Copie du traité de paix de 1701
Les chefs amérindiens sacrifiaient leurs intérêts particuliers à la paix générale, s'en remettant à la France pour arbitrer leurs différends.

trices : du côté des Iroquois, une araignée pour les Onnontagués et les Tsonnontouans, un calumet pour les Goyogouins, un bois en forme de fourche pour les Onneyouts, un ours pour les Agniers ; chez les autres, un castor pour les Hurons, un chevreuil pour les Abénaquis, un lièvre pour les Outaouais...

Main de justice

Le gouverneur de Callières envoya M. de Tilly de Courtemanche solliciter les nations "d'en haut", absentes à ces pourparlers, en vue du grand rassemblement de 1701 : Outaouais et Hurons de Michillimakinac et Miamis, Poutéouatamis, Sokokis, Outagamis, Illinois, Mascoutens, Sakis, Puants, Maloumines et Kikapous au sud des lacs. « Délivrance des prisonniers, apaisement des luttes intestines, des amours-propres froissés, toutes les difficultés furent surmontées et Courtemanche, ayant réuni les députés de ces nations, partit de Michillimakinac pour Montréal à la tête de cent quatre-vingt canots. » (Guenin) La main de justice venant du fond des âges intervenait au fond des forêts touffues d'Amérique du Nord. « Jamais dans le passé les tribus indiennes n'auraient pu imaginer un tel rassemblement. » (Jacques de Vanssey, *L'Amérique française*, enjeu européen, 1524-1804)

Devant les représentants des tribus Outaouais et Huronnes, le gouverneur Frontenac se livra à une démonstration en direction des Iroquois belliqueux. Il décri-

Des palabres sur les modalités de commerce et les territoires furent ponctués par des échanges de ceintures de porcelaine. M. de Vaudreuil écoutait les doléances des uns et des autres. « Désormais il voulait être le seul arbitre de leurs différends ; il les invita à remettre leurs intérêts entre ses mains, promettant de leur rendre toujours justice et, s'il arrivait quelque désordre, de punir les agresseurs. » « Afin que le traité fût scellé d'une manière inviolable, trente et un colliers furent distribués aux chefs des nations qui s'avancèrent successivement pour les recevoir et remettre leurs prisonniers au gouverneur. [...] Ils dirent tous qu'ils sacrifieraient leurs intérêts particuliers à la paix générale, et qu'ils obéissaient surtout au désir de contenter leur père Onontio. » (Guenin)

« La politique française éleva en quelques jours des barrières qui subsistèrent un demi-siècle et dont le premier effet fut de paralyser l'action des colonies anglaises dans la guerre qui allait bientôt intervenir », observe Garneau. Cet acte eut « une influence considérable sur toutes les nations indigènes, en établissant entre elles et nous une espèce de droit international » (Guenin). Tous les chefs indiens reçurent des présents du roi de France.

Des bénéfices durables

« Le lendemain, solennellement conclu, le traité marque le tournant capital de la politique française en Amérique » selon Jacques de Vanssey. « Ses conséquences se poursuivront bien au-delà de [notre] présence sur le continent. Ce succès illustre en même temps le génie de la colonisation française en Amérique et son pouvoir d'adaptation au milieu indien. Ratifié plus tard par les Agniers, absents aux débats, le traité marque la fin d'un conflit ouvert depuis Champlain et qui a failli, aux heures les plus sombres, être fatal à la présence française. »

Le gouverneur ancre les accords par la disponibilité de marchandises à bon prix au fort Détroit, reconstruit grâce à sa diplomatie menée à l'égard des Iroquois de l'endroit. M. de La Mothe-Cadillac en fut responsable avec un renfort d'une centaine d'hommes de garnison. Du même coup, les Britanniques perdaient leur influence dans la région...

FRÉDÉRIC WINKLER

beaucoup de probité et d'honneur ». Selon Charlevoix, « il avait pris dès le commencement un grand empire sur les sauvages qui le connaissaient exact à tenir sa parole et ferme à vouloir qu'on lui gardât celles qu'on lui avait données ».

Bien commun

Le 1^{er} août, alors qu'il était souffrant, Kondiaronk se réjouit de l'union sous les lys de France. « Malgré l'état languissant où il était », raconte La Potherie, « les nations l'écoutaient avec admiration ». Il mourut dans la nuit. Les chefs iroquois vinrent pleurer un guerrier admiré, offrant des cadeaux aux Hurons, ennemis la veille. Ce chrétien fut enterré le 3 août avec, suivant la tradition, une chaudière de cuivre à droite, une épée et un fusil à gauche. M. de Frontenac « lui avait en effet conféré le rang de capitaine » (Guenin).

L'ACTION FRANÇAISE **TARIF DES ABONNEMENTS**
(paraît les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois)

1. Premier abonnement France (un an) 76 €	5. Abonnement de soutien (un an) 150 €
2. Premier abonnement Étranger (un an) 85 €	6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an) 60 €
3. Abonnement ordinaire (un an) 125 €	7. Outre-mer (un an) 135 €
4. Abonnement de six mois 70 €	8. Étranger (un an) 150 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Tél. Courriel

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement
Bulletin à retourner à *L'Action Française 2000*
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris - C.C.P. Paris 1 248 85 A

**VICHY
AU JOUR LE JOUR**

En dépit d'une certaine gaul-lolâtrie, l'auteur de ce livre a réalisé un excellent travail.

Il prend le contre-pied des thèses de Paxton et d'Hoffmann, historiens américains. Contrairement à Robert Aron, qui soutenait la pratique du "double jeu", Robert Paxton a prétendu que Vichy avait « non seulement collaboré en devançant les ordres allemands, mais aussi voulu s'associer à "l'ordre nouveau" des nazis avec son projet de Révolution nationale ». Ainsi, « loin d'avoir protégé les Français, le concours de Vichy [aurait] permis aux Allemands de réaliser plus facilement tous leurs projets : pillage économique et alimentaire, déportation des juifs, exil forcé de la main d'œuvre en Allemagne ».



S'appuyant sur Hilberg, le docteur Boisbouvier estime que c'est grâce aux gouvernements successifs du Maréchal qu'une majorité de juifs put être sauvée, comme l'ont affirmé Poliakov et Blandine Kriegel. Analysant les faits au plus près, il prouve aussi que le renvoi de Laval le 13 décembre 1940 a marqué le refus de toute collaboration, en particulier militaire. Vichy a même préféré perdre la Syrie plutôt que de s'allier avec l'Allemagne pour la conserver. Son arrestation a servi Laval auprès des Allemands, qui ont exigé son retour, sans se rendre compte qu'il avait changé. En 1942 et en 1943-1944, il les paya de mots. Il évita ainsi beaucoup de déportations et épargna à la France le sort de la Pologne. Le livre réhabilite en outre des gens comme Bousquet qui, en obtenant la reprise de la direction de la police française en zone occupée, malgré la convention d'armistice, a empêché toute nouvelle rafle du Vel d'Hiv.

Bref, voilà un ouvrage qui va à l'encontre de l'historiographie dominante qui, dans tous ses raisonnements, oublie deux petits détails qui ont, malgré tout, leur importance : la France était un pays vaincu, et occupé. En l'oubliant, on peut raconter n'importe quoi. Le docteur Boisbouvier analyse les faits au jour le jour. Son livre est fouillé, plein de réflexions justes, fruit de vastes lectures, ce qui lui a valu une préface élogieuse du professeur François-Georges Dreyfus.

YVES LENORMAND

* Michel Boisbouvier : Pétain, trahison ou sacrifice ? *Godefroy de Bouillon, Paris, 2008. 440 pages, 37 euros.*

□ **CETTE ANNÉE-LÀ**

1356 : Bravoure royale

Harcelé par les Anglais, tandis qu'un vent de trahison souffle sur le royaume, Jean II le Bon fait face à la débandade de ses armées. Descendant de cheval, il se saisit d'une hache pour combattre seul jusqu'à épuisement.

Cette année-là, la sixième de son règne, Jean II le Bon, trente-sept ans, deuxième roi de la branche des Valois, devait faire face à une situation exécrable, héritée de son père Philippe VI. Le roi d'Angleterre Édouard III, petit-fils par sa mère de Philippe IV le Bel, non seulement prétendait que les Valois lui avaient volé la couronne de France, mais il avait, en 1346 à Crécy, infligé à la royauté française sa première grande défaite.

L'événement avait fortement démoralisé la noblesse, la trahison planait partout, même au sein de la famille royale où le gendre du roi Jean, le puissant et tortueux roi de Navarre, Charles le Mauvais, arrière-petit-fils par sa mère de Philippe le Bel, prétendait au trône, et intriguait partout dans le pays...

L'autre "bataille de Poitiers"

En 1354, le parti de Navarre avait assassiné le connétable de France, Charles de La Cerda. Le roi répondit en séquestrant les nombreux domaines que possédait le Mauvais en Normandie et dans l'Ouest de la France - ce qui eut pour effet de pousser celui-ci dans le camp anglais. Puis un jour le roi parvint par surprise à mettre la main sur ce gendre insupportable en train de dîner secrètement à Rouen chez le jeune dauphin Charles, duc de Normandie (premier prince héritier à porter le titre de dauphin). L'arrestation du Mauvais mit la Normandie, l'Artois, la Picardie en ébullition. Édouard III pensa que l'heure était venue pour lui de s'emparer de la France. Dès 1355, les troupes anglaises se mirent à ravager le Sud-Ouest...

Édouard pouvait compter sur l'aide de grands industriels et commerçants, ainsi que des banquiers florentins ; Jean, lui, n'avait pratiquement pas un sou, ni pour améliorer l'armement, ni pour en-

tretenir des troupes. Le pays rechignait fort à l'idée de payer plus d'impôts. Il fallut s'adresser aux États provinciaux, notamment ceux du Languedoc, les plus fidèles, puis aux États généraux. Quelques taxes furent votées, mais sans grand succès. Puis le roi procéda à des variations monétaires, prit quelques fermes mesures de

demandée par le légat du pape Innocent IV, le cardinal de Talleyrand-Périgord, n'eut pour résultat que de permettre aux Anglais de s'organiser. Très vite, le 19 septembre, dans l'armée française, pourtant supérieure en nombre, commandée par deux maréchaux qui ne s'entendaient pas, ce fut le sauve-qui-peut.



Capture de Jean II le Bon à Poitiers le 19 septembre 1356

discipline militaire, institua même un ordre pour redonner aux féodaux le sens de l'honneur. Enfin il décréta le 1^{er} septembre 1355 la mobilisation générale des seigneurs et des troupes soldées.

Une année d'heureuses mais aléatoires escarmouches réduisirent les traitres angevins, mais quand il fallut en septembre 1356 barrer la route de Poitiers au prince de Galles, dit le Prince Noir, remontant du Languedoc (qu'il avait dévasté), les deux armées se trouvèrent face à face près de Maupertuis. Une trêve d'un jour,

C'est alors que l'on vit sur le lieu dit champ Alexandre Jean II le Bon, faisant mettre à l'abri les Enfants de France, descendant de cheval et se saisissant d'une hache pour combattre seul jusqu'à épuisement, tandis que son plus jeune fils, Philippe, quatorze ans, futur duc de Bourgogne, revenu à ses côtés, lui criait les héroïques conseils restés célèbres dans la grande histoire (et qui n'ont jamais cessé d'être de circonstance...) : « Père, gardez-vous à droite ! - Père, gardez-vous à gauche ! »



La deuxième bataille de Poitiers de notre histoire fut hélas une grande défaite. Le roi de France, blessé au visage, fut emmené captif en Angleterre, mais au moins avait-il sauvé sa couronne, et sa bravoure lui avait acquis un immense prestige, qui émut même ses vainqueurs. Édouard III le reçut à Bordeaux puis à Londres en souverain.

Royaume orphelin

Toutefois le pays privé de son roi « payait cher cinquante ans d'insubordination et de désordre », comme dit Jacques Bainville. Le jeune et courageux dauphin Charles, à dix-huit ans, avait à faire face à la révolution menée par le prévôt des marchands de Paris, Étienne Marcel, tandis que Charles le Mauvais était à deux doigts de prendre la couronne. Nous reviendrons dans cette rubrique sur ces faits terribles qui préfigurent déjà 1793.

Le roi, quant à lui, de moins en moins bien traité par les Anglais, dut se résoudre en 1360 à signer sous la contrainte, donc sans engagement moral, le traité de Brétigny, rendant aux Anglais tout le Sud-Ouest français et leur cédant Calais. Quelques années de paix permirent alors à Jean II rentré à Paris de procéder à d'utiles réformes fiscales, notamment de créer le franc, monnaie forte qui allait durer jusqu'en 2002 ! Puis, son fils Louis d'Anjou retenu en otage à sa place s'étant enfui, il revint lui-même à Londres négocier la rançon. Il y mourut le 8 avril 1364, laissant le pays quasi ruiné, mais aux mains du jeune Charles V qui portait tous les espoirs de redressement et qu'on allait bien vite appeler "le Sage".

MICHEL FROMENTOUX

» **COLLOQUE**

Pie XII, un intellectuel dans le siècle : sous ce titre un colloque organisé par le Cercle Thomas More sous la présidence du professeur François-Georges Dreyfus se tiendra le **samedi 21 mars** dans le salon Honorat de la Maison Internationale, 17, boulevard Jourdan, de 8 h 30 à 18 heures.

Au programme :

- *Pie XII et l'universalisme de la culture chrétienne*, par **Dominique VIAIN**, professeur de latin médiéval et humaniste (Institut universitaire Saint-Pie X) ;

- *Pie XII et les nations : réflexion sur l'apport de ce pape aux relations internationales*, par **M^e Franck BOUSCAU**, professeur de droit (Rennes) ;

- *Pie XII et la culture allemande*, par **François-Georges DREYFUS**, professeur émérite d'histoire (Paris-Sorbonne) ;

- *Pie XII face aux défis des sciences de son temps*, par **David MASCRÉ**, docteur en mathématiques et en philosophie ;

- *Le regard de Pie XII sur l'art*, par le docteur **Anne GARANCE**,
- *Pie XII et la question du cinéma*, par **Joël DAIRE**, directeur du patrimoine de la Cinéma-thèque française ;

- *Pie XII et Paul Claudel : Une heureuse rencontre aux profondeurs de la foi et de l'art*, par **Dominique MILLET-GÉRARD**, professeur de Lettres (Sorbonne).

Inscription obligatoire (20 euros ; moins de vingt-cinq ans ou ecclésiastique : 10 euros). Tout renseignement : Cercle Thomas More, 3 passage Montgallet, 75012 Paris ; 06 30 08 73 61 ; Colloque.Pie12@yahoo.fr

» **EXPOSITIONS**

Catherine et Marie de Médicis, dames au pouvoir : c'est le sujet d'une grandiose exposition qui

s'est tenue jusqu'au 8 février au Palais Strozzi à Florence. Documents et œuvres d'art retraçaient l'histoire de ces deux reines de France. Un catalogue somptueux et savant a été publié.

Le musée des Beaux-Arts de Montréal, au Québec, vient d'ouvrir une nouvelle galerie Napoléon. Elle présente la collection Ben Weider généreusement offerte par le président de la Société napoléonienne internationale peu de temps avant sa disparition. Un ensemble unique sur le continent américain.

PERCEVAL

Tout latiniste a eu entre les mains le *Guide romain*, indispensable vade-mecum donnant une vision d'ensemble de la civilisation, de l'histoire, de l'économie, des institutions, de la littérature, des arts et de la vie quotidienne dans le monde latin ; une telle réussite que la collection s'est enrichie d'autres titres consacrés à d'autres cultures. Michel Kaplan signe un *Guide de Byzance* qui représente l'approche la plus simple en même temps que la plus complète de cet empire romain d'Orient qui survécut jusqu'au 29 mai 1453. Assez agréablement conçu pour se lire d'une traite par celui qui veut d'emblée embrasser le sujet, il est surtout un outil de référence précieux à celui qui recherche une date, une notice biographique, l'explication d'un terme, aussi bien qu'une analyse synthétique des querelles religieuses ou l'organigramme de la complexe administration impériale.

Galerie de portraits remarquables

Lorsque Constantin, en 330, pour des raisons stratégiques, décide de transplanter le cœur du pouvoir impérial de Rome à Byzance, rebaptisée Constantinople, ville moyenne à cheval sur l'Europe et l'Asie et en contrôlant les détroits, il est conscient de bouleverser l'ordre du monde et d'y imprimer sa marque de la façon la plus durable. Mais il ignore que son œuvre lui survivra onze siècles, en dépit des innombrables périls, crises et drames, transmettant un héritage, des valeurs, une culture largement engloutis, en Occident, sous le déferlement des invasions barbares.

Faut-il attribuer cette durée à la qualité du système ou à celle des hommes qui le dirigèrent ? John Julius Norwich, auteur d'une *Histoire de Byzance* rééditée en poche, soutient avec justesse qu'il convient d'attribuer cette longévité à la pugnacité, au courage, au talent des quatre-vingt-huit empereurs qui se succédèrent sur le trône. Il le démontre à travers une galerie de portraits remarquables. Force est d'admettre que l'immense majorité de ces souverains est ignorée, ou caricaturée pour se conformer à l'image véhiculée d'eux en Europe lorsque s'aggravèrent les querelles religieuses, les contestations autour du titre impérial, les mécomptes nés des croisades, les barons français et normands ayant refusé de rendre au Basileus les territoires qu'ils avaient reconquis. Or, les empereurs byzantins, à de rares exceptions près, ne furent pas les princes efféminés et cruels, rusés et déloyaux, que nos chroniqueurs dépeignirent. Le grand mérite de cette étude d'accès facile, qui ne craint pas la vulgarisation intelligente, est de leur rendre justice et de donner envie de les mieux connaître et de les mieux comprendre.

D'entre eux, Justinien reste le plus célèbre, sans que l'on sache s'il le doit à sa politique de reconquête, à l'établissement du code qui porte son nom, monument du droit romain, à la reconstruction de la basilique

□ ORIENT

Les Ors de Byzance

Dédaignée du public, même érudit, l'histoire byzantine, évocation d'un passé fascinant, est la clef des mentalités slave et orthodoxe. Retour sur l'Empire romain d'Orient, de la fondation de Constantinople jusqu'à sa chute tragique.

Sainte-Sophie, ou à la personnalité sulfureuse de son épouse Théodora. Pourtant, les documents fiables manquent pour reconstituer sa vie et son règne et la biographie que lui consacre Georges Tate doit son ampleur à la place faite au contexte historique, politique et religieux plutôt qu'à la vie de Justinien.

seulement parce que cette reconquête se révèle coûteuse et difficile à gérer, à poursuivre vers la Gaule et la Bretagne.

À ces ambitions territoriales s'ajoute la volonté de régenter l'Église et d'en régler les différends sous un angle plus politique qu'orthodoxe, ce qui fait de lui, les papes ne se pliant pas à ses

l'apogée de l'iconoclasme, il marie son fils aîné, Léon, à une jeune fille de l'aristocratie athénienne, qu'il vient d'introduire dans sa famille celle qui libérera l'empire de ce fléau.

Une femme prend le pouvoir

Tant que son beau-père, puis son époux, seront vivants, Irène se cantonnera dans son rôle discret de princesse cantonnée au gynécée, indifférente aux affaires. Mais, veuve à vingt-huit ans en 780, tutrice et régente de son fils unique, Constantin VI, la Basilissa s'empare tout de bon du pouvoir et ne le rendra plus. Mal en prendra au jeune empereur quand il essaiera d'écarter sa mère : Irène le fera aveugler afin de régner seule et se parera de la titulature impériale, cas unique pour une femme à Byzance...

Voici rééditée la seule biographie d'Irène disponible en français, publiée en 1990 par Dominique Barbe. Si les sources existent, qui permettent de reconstituer, au moins dans les grandes lignes, la vie de cette princesse prompte à mettre fin à la lutte contre les images, elles s'avèrent faussées de maintes manières. Pour les iconoclastes, l'Athénienne fut un monstre dénaturement ravagé d'ambition ; pour les iconodoules, qui la portèrent sur les autels après sa mort en exil dans un monastère, une sainte sacrifiant son propre fils à la défense de la foi. Dominique Barbe expose intelligemment des faits, et se garde de trancher ; il rappelle aussi qu'Irène avait pris sur la scène internationale une telle importance que Charlemagne songea à l'épouser, mariage qui, s'il s'était fait, eût réuni l'empire, et changé les destinées du monde.

Ce ne fut pas le cas ; Européens traités de Barbares, et "Romains" "lâches efféminés", en vinrent à se détester plus qu'ils ne



Justinien reste le plus célèbre des Basileus.

Issu d'une pauvre famille de paysans thraces, Petrus Sabbatius a la chance que son oncle Justin, devenu officier, ait fait une belle carrière à Constantinople et qu'il y fasse venir ses neveux afin de les caser dans l'armée et l'administration. En 521, l'empereur Anastase, sans postérité, fait de Justin son successeur, ouvrant à Petrus, devenu Justinien après son adoption par son oncle, la voie vers la pourpre qu'il ceint en 527. Étonnant destin dont ce parvenu, qui a épousé par amour une ancienne courtisane, se montrera digne. À la différence de ses prédécesseurs, Justinien n'accepte pas la perte des provinces occidentales, et, grâce à de grands généraux, Bélisaire et Narsès, il reprend aux Barbares l'Italie, l'Afrique et le Sud de l'Espagne, avant de renoncer à regret, et

caprices, le dernier empereur persécuteur, un comble s'agissant de ce chrétien sincère. Enfin, il confère à Constantinople un prestige pour longtemps inégalable. Les contemporains, victimes d'une fiscalité dévorante, le haïront. La postérité, elle, ne peut qu'admirer son bilan.

Au VIII^e siècle, Constantinople se déchire autour du culte des images. Certains, influencés par l'islam, voient dans les icônes une résurgence païenne ; d'autres, soutenus par le pape, soutiennent que le culte qui les entoure s'adresse à ceux qu'elles représentent. Rapidement, la polémique s'étend au culte des reliques, des saints et de la Théotokos, avant de se transformer en violente persécution orchestrée par Constantin V. Celui-ci ne se doute pas, lorsque, en 768, à

» LE MYTHE BRISÉ

Jacques Heers, avec le recul du temps, sait trop les conséquences tragiques de la Croisade détournée. Son essai, *Chute et mort de Constantinople*, dresse le bilan des incompréhensions mutuelles, des rivalités, des haines. L'empire latin, confronté à une résistance byzantine généralisée et au maintien de territoires indépendants, en Épire, Trébizonde et Nicée, était voué à disparaître. En 1261, les Paléologues reprirent Constantinople et rétablirent l'empire et l'orthodoxie. Cependant, la catastrophe de 1204 avait brisé le mythe de Byzance. Tous les efforts, même les plus admirables, pour maintenir un empire rétréci comme peau de chagrin, qui ne recouvrit bientôt plus que le territoire de la ville, ne sauvaient rien, ni les tentatives trop tardives et sans effet pour se rapprocher de Rome et des Occidentaux. Le

sort de l'Orient chrétien était scellé, les Turcs aux portes de la cité... Heers se veut didactique, simple, accessible à ceux qui ne connaissent rien de cette histoire, ou l'abordent par le biais des Croisades. C'est la meilleure approche, la plus claire, la plus compréhensible.

» ISSUE ATROCE

Donald M. Nicol, avec *Les Derniers Siècles de Byzance*, signe un ouvrage magnifique, voire inspiré, mais d'accès plus difficile et qui exige de bonnes connaissances du sujet tant il entre dans le détail des rivalités byzantines, des conflits entre grandes familles pour le contrôle de l'empire, des discussions théologiques en vue de la réconciliation des églises, des missions diplomatiques qui n'aboutirent qu'à de vaines paroles. Mais Constantinople désirait-elle se survivre, du

moins à ce prix, reniement de ses particularismes ? D'ailleurs, d'antiques prophéties annonçaient que la ville ne verrait pas l'an 1492. Fatalisme, orgueil, héroïsme donnent à ce récit des allures d'inexorable tragédie, que clôt admirablement la mort de Constantin XI, tombé sur les remparts lors de l'ultime assaut ottoman. La suite fut atroce, incompréhensible aux yeux de la chrétienté de l'époque. C'est pourquoi l'orthodoxie invengée attend le jour où la Croix dominera de nouveau, et pour l'éternité, les coupes de Sainte-Sophie.

A.B.

* Jacques Heers : *Chute et mort de Constantinople*. Perrin, 360 p., 22,50 euros. Perrin Tempus, 340 p., 8,50 euros.
* Donald M. Nicol : *Les Derniers siècles de Byzance*. Les Belles Lettres, 542 p., 29 euros. Talandier Texto, 530 p., 12 euros.



FOI & RAISON

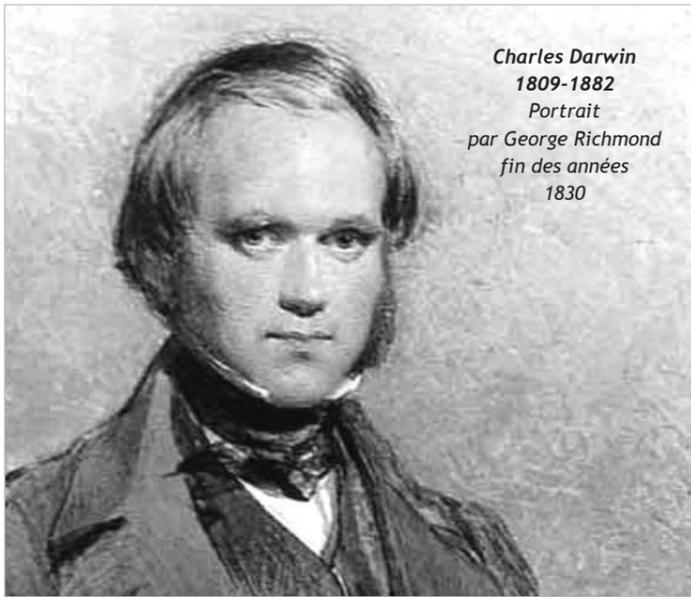
Charles Darwin aurait deux cents ans

Créationnistes et évolutionnistes continuent de s'invectiver dans un "débat" passionnel. Mais deux ordres distincts sont en cause, religieux et scientifique. Une clarification s'impose, alors qu'on célébrait ce 12 février les deux cents ans de la naissance d'un naturaliste de génie.

Le bicentenaire ce 12 février du naturaliste anglais Charles Darwin, le théoricien de l'évolution des espèces vivantes par sélection naturelle, relance l'éternel débat entre la science et la foi. L'une et l'autre appartiennent par nature à deux ordres différents tant par leur objet que par leurs méthodes. Des rapports conflictuels apparaissent, nous semble-t-il, d'une part, quand les savants, oubliant que l'immense complexité des phénomènes naturels n'est atteinte que par des successions d'hypothèses, entendent en imposer une, si brillante soit-elle, comme une explication définitive et obligatoire, d'autre part, quand les hommes de foi s'acharnent frileusement à présenter les textes sacrés comme s'ils étaient des manuels de science ou d'histoire.

Père de l'évolutionnisme

D'où les débats qui s'éternissent à propos de Darwin. Ou plutôt du darwinisme, car ce savant, observateur de génie doublé d'un poète, ne semble pas avoir lui-même voulu que sa théorie fût imposée à tous les niveaux de l'enseignement comme une religion. Pas plus d'ailleurs Darwin ne pouvait-il prévoir l'usage entre les mains d'Hitler de sa théorie de la sélection naturelle...



Charles Darwin
1809-1882
Portrait
par George Richmond
fin des années
1830

Charles Maurras, qui ne parlait pas au nom de la foi, constatait quand même avec effarement que la théorie darwinienne, apparue dans un siècle de crise religieuse, ne fut pas donnée pour ce qu'elle était, c'est-à-dire « une façon de mieux comprendre et classer les faits naturels ». Elle fut prise « pour un nouvel évangile ou une nouvelle Genèse portant expressément, catégoriquement que les espèces n'étaient pas nées simultanément, qu'elles étaient sorties les unes des autres, qu'elles avaient obéi dans ce travail à certaines lois, que ces lois

connues dispensaient de chercher aucun démiurge et notamment, niche suprême aux autorités ecclésiastiques et à la foi traditionnelle, qu'il y eut un moment de l'histoire de la planète où l'homme jaillit non du limon de la terre, mais du corps d'une guenon privilégiée dans sa race... » (Gazette de France, 19 juillet 1903) Et Maurras de louer entre autres Auguste Comte dont l'hostilité à l'idée évolutionniste a garanti beaucoup d'intelligences contre ce vertige qui aboutissait à supprimer tout sacré dans l'homme.

De nos jours le grand sociologue des faits religieux Émile Poulat constate que l'évolutionnisme, s'il a pu apparaître comme la véritable clé par opposition à la religion, a lui-même beaucoup évolué. Cette théorie est aujourd'hui « un paradigme qui admet plusieurs théories et leurs variantes, [...] Les discussions ne sont pas moins vives entre savants évolutionnistes qu'avec leurs adversaires. La science n'avance qu'en dépassant son "positivisme". » (France chrétienne, France laïque - Entretiens avec Danièle Masson, Éd. Desclée de Brouwer) Poulat ajoute que le point délicat entre science et foi n'est plus tant l'évolution que « l'entrée dans l'humain, la naissance de l'humanité ».

Créationnisme

Est-ce à dire que l'évolution ne pose plus de problème à la religion ? Les créationnistes américains, le plus souvent protestants fondamentalistes, qui dénoncent l'obligation d'enseigner l'évolutionnisme à l'école, prouvent que le débat n'est pas clos. Faut-il alors, pour sauver l'enseignement de la Bible sur les six jours de la Création, s'en tenir à une interprétation au pied de la lettre en oubliant que le sens littéral d'un texte est dans ce qu'a voulu dire l'auteur sacré, dont l'intention

n'était pas de donner un cours d'histoire, mais d'introduire le lecteur dans un grand mystère qui dépasse tout ce que les mots humains peuvent dire de plus beau ?

Rappelons que le pape Pie XII qui, sans jamais rien céder sur la foi se plaisait en compagnie des savants, a écrit dans *Humani Generis* (1950) : « Le magistère de l'Église n'interdit pas que la doctrine de "l'évolution", dans la mesure où elle recherche l'origine du corps humain à partir d'une matière déjà existante et vivante - car la foi catholique nous ordonne de maintenir la création immédiate des âmes par Dieu - soit l'objet, dans l'état actuel des sciences et de la théologie, d'enquêtes et de débats entre les savants de l'un et de l'autre partis. » Le pape rappelait toutefois qu'il ne peut y avoir eu qu'un seul Adam, père de tous les hommes, créés à l'image et à la ressemblance de Dieu et tous, avec leur âme individuelle, rachetés par le sang du Christ.

En fin de compte, outre que l'évolution ne rend pas compte de la création de choses d'un extrême niveau de complexité (le cerveau humain par exemple), jamais l'on ne pourra dire que l'âme spirituelle soit un produit de l'évolution...

Plus prudent que Jean-Paul II qui voyait dans la théorie de Darwin « plus qu'une hypothèse », Benoît XVI rejette toutefois autant « le créationnisme qui exclut catégoriquement la science » que l'évolutionnisme « qui dissimule ses propres faiblesses et ne veut pas voir les questions qui se posent au-delà des capacités méthodologiques de la science naturelle » (*Création et Évolution*, 2007). C'est la ligne du bon sens.

MICHEL FROMENTOUX

Revenons à Ernest Renan, et essayons d'écartier sa *Vie de Jésus*, ouvrage d'une grande faiblesse et d'ailleurs plagié de critiques protestants d'outre-Rhin comme l'avait montré au lendemain de sa parution le futur M^{re} Freppel. Citons encore *La Réforme intellectuelle et morale*.

Comme nous sommes loin du Renan quittant le séminaire ! Mais donnons la parole à un commentateur : « Si défectueux soit-il, le mea culpa de Renan a des parties magnifiques, et il constitue un hommage éclatant à la beauté transcendante de la doctrine révélée... Dès que la tragique commotion de 1870 a rendu Renan à lui-même, il parle, comme sa vraie langue maternelle, la langue de Bossuet et de Maistre, des théologiens et des papes... » Qui s'exprime ainsi ? On nous dira, c'est du Maurras, qui s'entend si bien à tirer à lui, à son « Église de l'Ordre », les penseurs les plus positivistes. Non, absolument pas. Nous avons cité un passage d'un article publié le 15 octobre 1912 dans *L'Univers*, revue catholique s'il en fut, et l'auteur était le chanoine Delfour, éminent ecclésiastique, ardent patriote et grand défenseur de la culture classique.

LES GRANDS TEXTES POLITIQUES

Renan et le Roi Très Chrétien

Le chanoine Delfour salue la réconciliation de Renan avec sa langue maternelle, celle de Bossuet et de Maistre, qui éclipsent Luther et Kant ...

■ À toute nationalité correspond une dynastie en laquelle s'incarne le génie et les intérêts de la nation ; une conscience nationale n'est fixe et ferme que quand elle a contracté un mariage indissoluble avec une famille qui s'engage par le contrat à n'avoir aucun intérêt distinct de celui de la nation. Jamais cette identification ne fut aussi parfaite qu'entre la maison capétienne et la France. Ce fut plus qu'une royauté, ce fut un sacerdoce ; prêtre-roi comme David, le roi de France porte la chape et tient l'épée. Dieu l'éclaire en ses jugements. Le roi d'Angleterre se soucie peu de justice, il défend son droit contre ses ba-

rons ; l'empereur d'Allemagne s'en soucie moins encore, il chasse éternellement sur ses montagnes du Tyrol pendant que la boule du monde roule à sa guise ; le roi de France, lui, est juste : entouré de ses prud'hommes et de ses clercs solennels, avec sa main de justice, il ressemble à un Salomon. Son sacre, imité des rois d'Israël, était quelque chose d'étrange et d'unique. La France avait créé un huitième sacrement, qui ne s'administrait qu'à Reims, le sacrement de la royauté.

ERNEST RENAN
La Réforme intellectuelle et morale

Le chanoine ajoute : « Au moment où se réimpriment ces lignes admirables, il semble que se produise chez nous comme un réveil de patriotisme. Il ne faudrait pas qu'il allât se perdre dans une nouvelle et mauvaise édition du boulangisme. Qui prétend penser en homme sérieux, en homme intelligent et en bon Français, doit ré-

fléchir avec l'aide de quelques livres, sur le mal profond de notre pays et les conditions de son relèvement. La Réforme intellectuelle et morale est là qui s'offre aux viriles méditations des patriotes. Elle a droit à une place de choix dans nos bibliothèques, entre les *Considérations de Joseph de Maistre* et les *Origines de*

Taine, ou plus exactement après celles-là mais avant celles-ci. »

Que le lecteur n'aille pas croire que je lis la collection complète de *L'Univers*. J'aimerais bien le faire mais l'Université ne me laisse pas les loisirs nécessaires. J'ai tout emprunté à Charles Maurras, à *L'Action française* et la religion catholique, livre publié en



Ernest Renan
1823-1892

1913, et repris avec *Le Dilemme de Marc Sangnier* (1906) et *La Politique religieuse* (1912) - les trois ouvrages revus et corrigés - dans *La Démocratie religieuse* (1921).

Revenons sur un point. Le chanoine Delfour dit qu'après 1870 Renan parle, « comme sa vraie langue maternelle, la langue de Bossuet et de Maistre ». Quelle langue parlait-il donc avant ? Il parlait en français la langue de Luther et de Kant, et c'est ce germanisme protestant qui l'avait, avant tout, poussé à quitter le Séminaire de Saint-Sulpice. Nous reviendrons sur cela.

GÉRARD BAUDIN

❑ MÉMOIRE

Commémoration du 6 février

À Paris et Saint-Chamond, l'Action française a rendu hommage aux Français tombés le 6 février 1934. Elle continue de lutter contre la République, dont les méfaits dénoncés jadis sont le fruit de tares intrinsèques.

PARIS

Seul mouvement nationaliste encore vivant ayant participé aux événements de 1934, l'Action française a rendu hommage aux Français tombés sur le pavé parisien, sur cette place de la Concorde qui a vu trop de sang la souiller.



Vendredi 6 février 2009, une conférence de Sébastien de Kerro a exposé le contexte économique, politique et social de 1934, les enjeux des contestations populaires, le déroulement de la manifestation du 6 février, ainsi que les répercussions politiques du massacre.

Plusieurs dizaines de militants se sont ensuite rendus sur le pont de la Concorde et ont cité les noms des victimes, mortes pour

leurs idées, pour une France plus juste, pour un régime éloigné de la corruption et du népotisme. Après une minute de silence et le dépôt d'une gerbe, Matthieu de Vault, secrétaire général des étudiants d'Action française, a rappelé l'importance du devoir de mémoire et encouragé les militants à accentuer le travail de prise de conscience auprès des Français. À l'aube d'une crise financière, économique et sociale de grande envergure, les royalistes d'AF continuent de se tenir - tout comme en 1934 - aux côtés du peuple pour désigner les vrais coupables.

FOREZ

À l'appel de la section du Forez de l'Action française, une vingtaine de militants royalistes et nationalistes se sont regroupés, ce mercredi 6 février, devant l'Hôtel de ville de Saint-Chamond, symbole de la République, de ses dérives politico-financières, de sa gouvernance douteuse et de l'alignement de ses plus hauts dirigeants sur des intérêts économiques indignes.

Une banderole a été déroulée après une marche silencieuse en hommage aux victimes du 6 février et aux morts pour la France.



Soixante-quinze ans après les émeutes du 6 février 1934 et la réaction sanglante du pouvoir, nous voulions montrer que dans l'esprit, sinon dans les faits, rien n'avait changé. Cent ans après la création des premiers groupes de Camelots du Roi, élites militantes de l'AF, nous avons rappelé ce combat contre la décadence de la nation était toujours d'actualité.

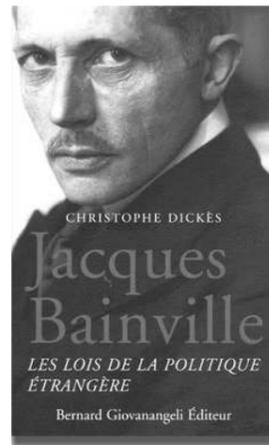
HAUTS-DE-SEINE & PARIS 17^e - JEUDI 19 MARS

Dîner-débat : Bainville et la restauration de l'histoire

Avec Christophe Dickes, auteur du livre *Jacques Bainville, les lois de la politique étrangère* (Éd. Bernard Giovanangeli)

À 20 heures au restaurant Le Bolero de Ravel, 37 rue Gabriel Péri à Levallois-Perret (métro Anatole France, bus 174)

Participation : 26 euros ; étudiants, lycéens : 17 euros. Inscriptions avant le 12 mars auprès de Mme Geneviève Castelluccio, 46 rue Gabriel Péri, 92300 Levallois-Perret. Chèques à l'ordre de Mme Castelluccio. Renseignements : 01 47 57 05 81



» **COTISATION 2009**

Faire adhérer autour de soi est un acte militant. Les cotisations sont la principale ressource du Centre royaliste d'Action française. Réglez sans tarder votre cotisations 2009, soit à votre délégué local, soit directement au siège, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris. Membres actifs : 32 euros ; étudiants et chômeurs : 16 euros (chèques à l'ordre du CRAF).



» **AUTOCOLLANTS**

Autocollants "La France, le Roi" : 10 pour 1.20 euro, 50 pour 6 euros, 100 pour 12 euros. Chèques à l'ordre du CRAF, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.



» **BOUTIQUE ROYALISTE**

Des cravates en soie fleurdelisées sont disponibles au prix de 60 euros l'unité. Commandes à adresser au CRAF, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris (chèques à l'ordre du CRAF).

» **PARIS**

❑ Permanence tous les jours, 8 rue du Pélican, de 18 heures à 20 h 30 ; le lundi de 16 à 20 heures. Collages organisés tous les mardis. Tractages les mercredis et vendredis matin. Conférence étudiante le vendredi à 19 h 30.

❑ Cercle lycéen chaque mercredi à 18 heures au Lucernaire, 53 rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e.

» **PROVINCE**

❑ **Grenoble** - Cercle Pierre Boutang le mercredi 25 février. Ventes à la criée un dimanche sur deux ; 06 98 63 89 35 ; afegrenoble@gmail.com

❑ **Le Havre** - Cercle Jules Verne le premier lundi du mois à 18 heures, salle René Cassin, 130 rue Anatole France ; 06 07 57 83 16.

❑ **Lyon** - Cercle étudiant jeudi 26 février ; 06 45 76 93 55 ; lyonroyaliste@gmail.com

❑ **Saint-Étienne** - Cercle étudiant le vendredi 27 février ; srfomez@mail.com ; 06 88 80 91 99.

» **RAPPEL**

Les annonces que vous souhaitez voir publier doivent être adressées à pagemilitante@actionfrancaise.fr avant le lundi précédant la parution d'un numéro.

HOMMAGE À LOUIS XVI

❑ **NICE** - Comme chaque année depuis sa création, il y a dix ans, l'association France royaliste Nice-Provence a commémoré le martyr du roi Louis XVI. Le 18 janvier, dans la matinée, la messe traditionnelle a été célébrée en la chapelle de la Confrérie de la Très Sainte Trinité, bondée pour la circonstance. Un déjeuner amical a réuni soixante-dix de nos amis. L'après-midi, une centaine de personnes assistèrent à la conférence de M. Pichot-Bravard, docteur en droit et écrivain, qui a évoqué l'Église catholique sous la Révolution. La présidente, M^{lle}



Josépha Guillemain, a interrogé ensuite le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme. Tous les participants ont été sensibles à l'atmosphère entourant cette émouvante journée du souvenir.

Après l'office, nos amis ont traversé la place de l'Esplanade pour se retrouver au premier étage de la brasserie Le Palace, où fut servi un excellent repas, à l'issue duquel Jean-Claude Manificier, exposa sa vision de la politique extérieure de Nicolas Sarkozy.

NOUVELLES DES CAMELOTS

Le dernier "Banquet camelot" a rassemblé une trentaine de convives le 15 février. Le manque de place en a pénalisé quelques uns, qu'ils veuillent bien nous en excuser...

Guy Steinbach était à l'honneur. Doyen des camelots du Roi, il a prononcé un discours sur leur

esprit, qui doit perdurer malgré la République. Après avoir encouragé les "Volontaires du Roi" à poursuivre leur action, il a remis un insigne de chef "rouge et or" à Frédéric Winkler.

L'ambiance était animée par les chants lancés par Henri J. ou Jean-Philippe Chauvin : chants royalistes, chants de marins, chansons à boire. Yves-Henri Allard, nouveau président de l'association Marius Plateau (dont Guy Steinbach demeure le président d'honneur) récita un poème de Verlaine sur la République, provoquant une ovation générale.

* Un nouveau numéro de L'Action Sociale Corporative vient de paraître. Retrouvez-le à cette adresse : royalismesocial.com

Appel aux vendeurs volontaires



Rejoignez les points de vente de L'Action Française 2000 : jeudi après-midi, vendredi en fin de journée, le dimanche. fredericwincler@yahoo.fr

□ MICHEL D'URANCE

« Les conditions du devenir intellectuel »

Âgé de vingt-cinq ans, Michel d'Urance est rédacteur en chef des revues *Éléments* et *Nouvelle École*. Auteur des *Jalons pour une éthique rebelle* (Aléthéia, 2005), publiés en Italie en 2007, et d'un *Hamsun* (Pardès, 2008), il s'exprime ici sur une œuvre de Charles Maurras parue en 1905 : *L'Avenir de l'intelligence*. Même si nous ne partageons pas toutes ses idées, ni son jugement critique sur Maurras, nous considérons qu'il vaut mieux écouter que blâmer, surtout quand le point de vue mérite d'être entendu !

L'Action Française 2000 - Vous avez lu *L'Avenir de l'intelligence* alors que vous étiez encore très jeune. Êtes-vous marqué par ce livre fondamental de Maurras ? Michel d'Urance - La pensée de Charles Maurras fut mobilisée par l'idée d'un redressement national impérieusement catholique et royal, humaniste et hiérarchique. C'est donc d'un redressement par le classicisme qu'il était question ; retour à l'état ancien, recommencement de la vigueur passée, création d'un avenir classique. Dans *L'Avenir de l'intelligence*, Maurras réécrit l'histoire des siècles littéraires en France : il montre comment l'Intelligence était tolérée, elle et ses loisirs même en leurs provocations par les princes « du XVI^e siècle au XVIII^e siècle ». Comment elle acquit une force législative sur son époque avec les Lumières, qui mirent au tombeau l'ancien ordre des choses : « *Le successeur des Bourbons, c'est l'homme de lettres* » nous dit-il. Et comment, passée du monde des anciens trouvères à celui de clercs prescriptifs, savants et respectés, l'Intelligence évolue encore et se rabougrit à cause de ce dont elle a favorisé l'émergence : l'Or.

À côté des princes

Car en se plaçant du côté de l'individualisme universaliste des droits de l'homme naissants, les intellectuels "au pouvoir" ont soutenu l'apparition de structures futures du libéralisme qui, finalement, les soumettraient à l'Argent. Maurras souligne aussi la faille constante des hommes de lettres : la faible rentabilité de leur art et le choix entre l'obligation de soumission à des maîtres ou la détermination à se détacher dans la liberté mais la précarité. Il écrit : « *Au temps où la vie reste simple, la distinction de l'intelligence affranchit et élève même dans l'ordre matériel ; mais, quand la vie s'est compliquée, le jeu naturel des complications ôte à ce genre de mérite sa liberté, sa force : il a besoin pour se produire d'autre chose que de lui-même et, justement, de ce qu'il n'a pas.* »

C'est pour de telles phrases que *L'Avenir de l'intelligence* est un livre attirant même si je n'y décèle pas l'occasion d'une véritable formation théorique. Maurras redit ou annonce ses autres livres en reformulant ici sa pensée à travers l'histoire de la communauté des auteurs d'œuvres. Il dit que les hommes des Lumières (notamment les écrivains) ont dégradé la force naturelle des choses, mais que les auteurs y ont cependant gagné une nou-

velle place sociale et que le redressement national pourrait quand même venir de la mise en branle d'une faction d'intellectuels rejoignant le « *navire d'une contre-révolution* ». Il soumet l'avenir de l'Intelligence au retour de la monarchie.



Activités d'élite, la lecture et l'écriture sont devenues des activités communes et générales. Maurras a bien vu qu'on était passé de l'objectif d'élévation à celui de distraction.

Le mouvement historique décrit par le maître de Martigues est-il compris dans sa totalité ? Je pense que la communauté des auteurs a d'autres fonctions que d'être à côté des princes puis au-dessus des princes, et d'autres fins que l'hésitation entre asservissement à l'argent et indépendance dans la pauvreté. Car l'écriture littéraire, pour parler des écrivains (qui ne sont pas les seuls auteurs d'œuvres), donne sa forme à une partie du monde, précisément sa composante abstraite : la transmission des œuvres de génération à génération, d'ami à ami, l'existence d'un livre, le compagnonnage intellectuel des courants de pensée, la captation des forces linguistiques, les signes de la postérité, de l'oubli ou de la redécouverte, constituent ensemble le véritable pouvoir des écrivains. La corporation des écrivains dispose d'un pouvoir authentiquement spirituel. De ce point de vue, l'écrivain authentique passe de toute façon à côté de l'Or. C'est qu'ils ne sont pas du même monde. Maurras n'a parlé que de l'intelligence institutionnalisée, celle qui fait de la politique ou fait des manuels. Il était dans sa nature qu'elle se soumit aux forces de l'argent après s'être soumise aux forces gouvernementales, avant de se soumettre - comme aujourd'hui - aux forces publicitaires.

L'AF 2000 - Comment définir la situation de l'Intelligence à l'heure de la mondialisation et des médias de masse ?

M. d'U - Voici une autre phrase attirante de Maurras : « *Dans tous les cas, aussi longtemps que la civilisation universelle subsistera dans les grandes lignes que nous lui voyons aujourd'hui, la lecture ou une occupation analogue est appelée à demeurer l'un de ses*

lités permanentes), et d'une exigence tenace (contrariée par l'absence de difficulté à communiquer). Nous ne sommes plus à l'époque de l'étudiant en recherche réelle ou à celle des critères littéraires pour être publié. Lorsque tout est disponible, abordable, publiable, crédible, c'est la dégénérescence des partis intellectuels. Tout vole en éclats.

Deux intelligences

L'AF 2000 - Quels sont les rapports de l'Intelligence avec le pouvoir, l'argent, la gloire ?

M. d'U - Il y a deux Intelligences : la première se nourrit du pouvoir, de l'argent, de la gloire, et la deuxième s'en distingue radicalement. Si vous prenez le mouvement du peintre qui saisit le bleu du ciel avec son pinceau, il y aura toujours deux causes possibles à cette saisie : mentir ou dire une vérité. Celui qui soumet son écriture littéraire à la constitution d'une évidence intérieure, d'une musique poétique qui doit être transmise, est en train de dire une vérité. Celui qui soumet sa réalisation à l'obtention d'un but personnel est en train de mentir (comme le peintre qui affirmera que le ciel est jaune et qui est payé pour cela). Quoique les deux se confondent et puissent se rencontrer, on tend toujours fondamentalement vers un chemin ou l'autre.

Les deux Intelligences se rencontrent et se connaissent, elles exercent les mêmes arts mais sont très différenciées. Les régimes édifient ceux qui les servent : tel éditeur devient membre de l'Académie des sciences morales et politiques pour service rendu au pouvoir, tel auteur obtient le Prix Interallié pour avoir accordé des faveurs à de grands décideurs des lettres parisiens, tel Prix Nobel le devient pour bonne insertion dans son "ambiance d'époque". Les rapports entretenus entre le pouvoir et l'intelligence que décrivait Maurras, institutionnalisée dans le pouvoir, ne peuvent pas être des rapports libres. La société intelligente actuelle exige d'un auteur qu'il soit servile vis-à-vis des mensonges qui entretiennent les codes du système : tu mens et nous mentons, voilà ce que toute l'Intelligence publique sait et tait. La deuxième intelligence se déploie dans les milieux du *underground*. Il existe des "souterrains" de la littérature, de la peinture, de la musique et du cinéma... Là ne se jouent pas des scènes de la vie intellectuelle en attente de la gloire, de l'argent, du pouvoir. La gloire du *underground* est une autre gloire (qui s'acquiert par le

travail, par le risque), l'argent n'est pas désiré pour l'œuvre que l'on a à créer, le pouvoir est dans l'atteinte de la vision de l'artiste.

L'AF 2000 - Mais la "deuxième intelligence", quel rôle doit-elle jouer dans la société ?

M. d'U - Le sien est celui de transmettre une certaine image de son art, à qui voudra bien la prendre, ou de transmettre des idées, du style, des doctrines, à qui pourra les entendre. Par définition, la seule intelligence qui puisse circuler dans la société globale, c'est la "première intelligence" : celle qui se soumet et travaille pour le régime, et reçoit des rémunérations. C'est pour cela qu'Édouard Berth, dans *Les Méfaits des intellectuels*, remarquait qu'« *il n'y a pas de régimes plus corrompus que ceux où les intellectuels détiennent une place trop considérable* ». Une société où l'intelligence, la première, détient un rôle important est une société pervertie par le fait que le magistère moral des intellectuels sert à légitimer le pouvoir en place tout en démobilisant cette intelligence, qui ne souhaite plus atteindre des buts d'élévation : un ministère de la Culture, avec son ensemble de centres et instituts, subventionnant l'ordre intellectuel qui soutient l'ordre politique dominant, un ordre intellectuel dominant qui est subventionné au prix du renoncement à l'intelligence.

L'intelligence officielle maintient un régime, elle n'érige pas à travers les générations et les époques. À la différence de Berth, et malgré les apparences, Maurras ne voulait pas faire la guerre à l'Argent par l'Esprit. Il aspirait juste à ce que l'une des "deuxième intelligence" de son temps, la sienne et celle de son École, rebelle au régime, devienne une "première intelligence" hégémonique et proche du pouvoir (royal), qui se serait de toute façon figée comme tout ce qui est classique.



L'AF 2000 - L'intelligence peut-elle être sauvée ?

M. d'U - Il me semble que la deuxième n'a pas vocation à l'être et que la première ne le souhaite pas. Ce qui importe, c'est de fixer les conditions du "devenir intellectuel" pour le futur européen. Le cœur de l'art de toute intelligence qui reste authentique, c'est domestiquer et ériger des forces d'esprit ; pour les écrivains, des forces linguistiques. Ce que nous écrivons, même contre un monde qui ne pense pas, n'est pas rien.

PROPOS RECUEILLIS
PAR MICHEL FROMENTOUX